

T2137-462-6,00 F

ISSN 0026-9433



le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 462

JEUDI 18 NOVEMBRE 1982

6,00 F



*Logement décent
pour tous*



F° P. 2520

Affiches en vente à Publico

- Libérons Roger Noël (Relations internationales) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Autogestion (groupe Malatesta) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Les élections ne changeront rien. Ne comptons que sur nous-mêmes (groupe d'Angers) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Occupez-vous de vos affaires (autogestion) (groupe Jacob) : 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Un rendez-vous avec l'anarchisme (groupe Jacob) : 0,95 F au-dessous de 100 exemplaires ; 0,90 F entre 100 et 500 exemplaires ; 0,85 F au-dessus de 500 exemplaires.
- Unité ouvrière vers la grève insurrectionnelle et autogestionnaire (groupe Kropotkine) : 2 F l'unité ; 1 F à partir de 10 exemplaires.
- Que personne ne décide à notre place (groupe de Montreuil) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Autogestion (groupe Fresnes-Antony) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Le pouvoir est tranquille, sa machine électorale il l'a construite lui-même (groupe Sacco-Vanzetti) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Voter c'est abdiquer (groupe de Marseille) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Libérons les ondes (secrétariat de Radio-Libertaire) : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires.
- Lisez le « Monde libertaire hebdo » 12 pages (administration) : 5 F l'unité, 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Nouvelle adresse 145, rue Amelot (administration) : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires.
- Bandeaux : Lisez « Le Monde libertaire » : 0,15 F. Ecoutez Radio-Libertaire : 0,15 F

Les frais de port sont inclus dans ces tarifs.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE :

- Le groupe Fresnes-Antony organise une vente du M.L. tous les dimanches matin, de 10 h à 12 h, au marché d'Antony.
- Le groupe Kropotkine assure des ventes du M.L. les jeudis, de 17 h 30 à 19 h à la gare du Val d'Argenteuil et les vendredis, de 17 h 30 à 19 h, à la gare d'Argenteuil.
- Le groupe de Bobigny-Drancy assure des ventes du M.L. au métro Fort d'Aubervilliers les mercredis de 17 h à 19 h et au métro Eglise de Pantin les vendredis de 17 h à 19 h.
- Le groupe Jacob tient ses ventes du Monde libertaire au métro Place d'Italie (sortie V. Auriol) dans le 13^e, le jeudi, de 17 h à 19 h et à Saint-Michel, chaque deuxième samedi du mois.
- Le groupe libertaire de Versailles assure la vente du Monde libertaire tous les mercredis à la gare de Versailles-Chantiers, de 17 h 30 à 18 h 30, et tous les dimanches au marché principal de Versailles (sous le « Printemps »), de 10 h à 13 h. Une table de vente des brochures éditées par les groupes de la FA est proposée chaque dimanche au marché. Pour tout contact, n'hésitez pas à nous écrire : boîte postale 15, 78151 Le Chesnay Cedex.
- Ventes du M.L. à Orsay-Bures tous les dimanches matin au marché des Ulis, de 10 h 30 à 11 h 30.

PROVINCE :

- Le groupe de Rouen assure des ventes du M.L. les dimanches matin, de 10 h à 12 h au marché de Jotteville, de 10 h 30 à 12 h au Clos-Saint-Marc, de 12 h à 13 h au R.U. du Panorama.
- Le groupe Région toulonnaise assure une vente du M.L. ainsi que la tenue d'une table de presse les dimanches matin au marché aux puces de Toulon (La Valette).
- La liaison F.A. de Béziers assure chaque vendredi, de 15 h à 18 h, la vente du M.L. ainsi que des brochures, livres, affiches... sur les allées Paul Riquet à Béziers.
- Vente du M.L. par le groupe d'Aubenas, lors de la table de presse, le samedi matin, de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas.
- Vente du M.L. à Chartres, le premier dimanche du mois sur le marché.
- Le groupe de Beauvais effectue une vente du M.L. le samedi matin de 10 h à 12 h sur le marché, place des Halles, à Beauvais.
- Les points de vente du groupe « Ellysée Reclus » à Angers ont lieu : le lundi soir, à 18 h 45 au R.U. de Belle Beille ; le mercredi midi devant le lycée Chevrolier ; le vendredi soir à la permanence du groupe ; le samedi, à partir de 11 h, place Louis-Imbach, marché aux puces, devant l'annexe de la Bourse du travail (table de vente de livres en même temps).
- Le groupe anarchiste de Noyon assure ses ventes les samedis de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Noyon.
- Le groupe « Albert Camus » de Toulouse vend le M.L. tous les dimanches place Saint-Sernin, de 10 h 30 à 12 h.

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste : le calendrier 1983 du Monde libertaire :



Un choix de douze premières pages du Monde libertaire et une couverture, éditée par le groupe Jacob de la FA sur papier glacé, format 30 x 40, en deux couleurs : noir et rouge. Prix : 20 F + frais de port : 5,80 F. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris-11^e.

COMMUNIQUÉS

Le groupe A. Camus de Toulouse demande aux libertaires du Sud-Ouest intéressés par les actions de la FA d'envoyer leurs coordonnées aux RI afin de pouvoir les inviter à une réunion d'information qui se tiendra à Toulouse.

Un groupe de la FA est en formation sur Nîmes et le Gard. Nous invitons les libertaires intéressés à prendre contact avec nous par le biais des RI.

Bientôt une feuille d'expression libertaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Les groupes de Lille et de Valenciennes demandent aux camarades susceptibles de les aider dans la rédaction et la diffusion de cette feuille de bien vouloir les contacter par l'intermédiaire des RI.

Dans la Somme, le mouvement anarchiste n'est actif que dans une grande ville : Amiens. De nombreux groupes ou liaisons doivent se créer dans tout le département, ou du moins dans chaque ville importante. Dans cet esprit, une liaison « Est de la Somme » vient de se créer dans le but de créer et de coordonner une activité libertaire autour des villes Péronne et Roisel. Anarchistes, libertaires et sympathisants de cette région, prenez contact avec la liaison par l'intermédiaire des Relations Intérieures de la F.A. ou du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.).

Une liaison vient d'être créée dans les Yvelines et plus précisément à Mantes-la-Ville. Tous les sympathisants intéressés peuvent prendre contact par l'intermédiaire des R.I. Collages et ventes du M.L. régulièrement.

Rédaction-Administration 145, rue Amelot Paris 11^e Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Contraception libre et gratuite

Je t'aime mon amour!

Feminine et Masculine

Postér éditée par le groupe Bakounine, en deux couleurs : noir et rouge. Format : 45 x 62. Prix : 10 F l'unité ou 7 F à partir de 10 exemplaires. Commandes à adresser à ADIL, groupe M. Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex (chèques à l'ordre de ADIL). En vente à Publico.

PARIS

Les groupes Varlin et Louise-Michel continuent leur série de cours de formation. Ils se tiendront au 72, avenue Félix-Faure (Paris-15^e), à 20 h. Les thèmes abordés seront : - l'organisation de la société future, le mardi 23 novembre. - la violence révolutionnaire, le mardi 30 novembre.

Les numéros 8 et 9 de *Drapeau noir*, mensuel du groupe Proudhon de la FA, viennent de paraître. Pour tout contact : CESL, BP 121, 25014 Besançon Cedex.

La Commune libertaire numéro 12, feuille éditée par le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Vous pouvez vous la procurer à Publico ou au local du groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Antenne numéro 3, le bulletin de la liaison ORTF de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Il est disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, avec l'association TGV, une réunion d'information sur la gratuité des transports en commun. La gratuité est-elle possible ? Que remet-elle en cause ? Venez en discuter vendredi 26 novembre, à 20 h 30, au centre Alfa, 3, allée des Pensées, 93 Bondy.

LA ROCHELLE

Jeudi 18 novembre, à 20 h 30, salle municipale de Tasdon, avenue Emile Normandin, place des Britanniques, le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : « Les lieux de vie comme alternatives aux enfermements de toutes sortes ». Avec la participation « d'accueillis » et d'animateurs de lieux de vie.

MONTREUIL

Dimanche 12 décembre, de 18 h à 22 h, à la Maison ouverte, 17, rue de Montreuil (métro Mairie de Montreuil), le groupe de Montreuil-Rosny de la FA organise la fête du Riflard, avec une allocution d'un militant de ce groupe sur la situation actuelle, et notamment locale, et avec la participation des chanteurs Serge Utge-Royo, Louis Capart (sous réserve) et Daniel Vaché.

DRANCY

L'ADIP et le groupe Bobigny-Drancy organisent une réunion-débat sur le système éducatif, le jeudi 25 novembre à 20 h 30. Cette réunion se tiendra à la salle Paul Eluard (station Elf), 144, rue Roger-Salengro à Drancy. Bus : 148, 151, 173, 354.

ANGERS

A partir du vendredi 26 novembre, à 19 h 30, sur Radio-Gribouille (95,15 MHz), émission du groupe d'Angers de la F.A., et ceci tous les 15 jours.

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
N Rue
Code postal Ville
à partir du N (inclus) Pays
 Abonnement Redevance Abonnement de soutien

Reglement en janvier du bulletin.
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bre

Aux derniers au tribunal de la municipalité hésiterait à fin la majeure pa manifestation des quartiers Elle n'a pour dernière centaines de prouvant une qu'elle préfère de prestige à

Jeudi 4 nov au tribunal de (Var) : dans le aux enchères situé dans la et cultivé act un jeune coup affrontements des jeunes agr et de la Drôme de l'ordre. Bil deux flics série et une arrestat des dégâts ma Les agriculteur à ce qu'ils app une « spéculat Claude Veyret de coups et ble sur les forces d et est incarceré des Baumettes Pour le soutien maison d'arrê 13000 Marseill

L'union pacif section français l'Internationale à la guerre (IR son congrès le à Paris. Une centaine de venus de la Fra étaient présents Dans sa résolut l'UPF : - dénonce toute dans le monde leur malaisanc en permettant la des libertés esse et l'anéantisse humaine ; - dénonce le dé des forces de tra une production destinés au mai d'une mutuelle o la terreur ; - constate la déré économiques mo sur le profit indiv qui contribue du Tiers-Monde, le processus de de la planète et immanquablem - préconise, en v une économie fo la reconversio de guerre, perm la création de bi utiles ;

- salue fraternell tous les pacifiste de conscience, to qui subissent la au nom de la dé d'une souveraine primée, et cela des pays, à l'Est en ce qui concer l'abrogation des de mobilisatio à tout moment, de paix, la popul (ordonnances de Et dans l'immédi - lance un appel à toutes les organ humanitaires, po contre les projets du ministre de la en accord avec le ministre de l'E entend faire de ne les moniteurs d' préparation milit - préconise, dans de l' « année mon la communication de l'espéranto da - estime urgent d' avec toutes les for sa campagne pou un désarmement seul moyen ratiou au désarmement La Fédération an à ce congrès, a te fraternellement le présents et à déno sans cesse grand du développement à toutes les sphé

en bref...en bref...

• Aux dernières nouvelles, la municipalité socialiste de Roubaix hésiterait à financer la majeure partie du carnaval, manifestation directement issue des quartiers ouvriers de la ville. Elle n'a pourtant pas hésité dernièrement à verser plusieurs centaines de millions à l'opéra, prouvant une fois de plus qu'elle préfère la culture de prestige à la culture populaire.

• Jeudi 4 novembre, au tribunal de Draguignan (Var) : dans le cadre d'une vente aux enchères d'un terrain agricole situé dans la Drôme et cultivé actuellement par un jeune couple, de violents affrontements ont opposé des jeunes agriculteurs du Var et de la Drôme aux forces de l'ordre. Bilan : deux fils sérieusement blessés et une arrestation, sans parler des dégâts matériels au tribunal. Les agriculteurs voulant s'opposer à ce qu'ils appellent une « spéculation », Claude Veyret a été inculpé de coups et blessures volontaires sur les forces de l'ordre et est incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille. Pour le soutenir : Claude Veyret, maison d'arrêt des Baumettes, 13000 Marseille.

• L'union pacifiste de France (UPF), section française de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG) a tenu son congrès le 7 novembre 82 à Paris.

Une centaine de délégués, venus de la France entière, étaient présents. Dans sa résolution finale, l'UPF :

- dénonce toutes les armées qui, dans le monde entier, provoquent leur malfaisanse absolue en permettant la suppression des libertés essentielles et l'anéantissement de vies humaines ;
- dénonce le détournement croissant des forces du travail vers une production d'armements destinés au maintien illusoire d'une mutuelle dissuasion par la terreur ;
- constate la déraison des systèmes économiques mondiaux fondés sur le profit individuel ou collectif, qui contribuent au pillage du Tiers-Monde, accélèrent le processus de militarisation de la planète et conduisent inmanquablement à la guerre ;
- préconise, en vue de promouvoir une économie fondée sur les besoins, la reconversion des industries de guerre, permettant ainsi la création de biens socialement utiles ;
- salue fraternellement et soutient tous les pacifistes et objecteurs de conscience, tous les antimilitaristes qui subissent la répression au nom de la défense d'une souveraineté nationale primée, et cela dans la plupart des pays, à l'Est comme à l'Ouest ; en ce qui concerne la France, exige l'abrogation des procédures de mobilisation qui menacent à tout moment, même en temps de paix, la population (ordonnances de 59).

Et dans l'immédiat :

- lance un appel à tous les pacifistes, à toutes les organisations humanitaires, pour lutter ensemble contre les projets du ministre de la Défense qui, en accord avec son collègue le ministre de l'Éducation nationale, entend faire de nos enseignants les moniteurs d'une effarante préparation militaire ;
- préconise, dans le cadre de l'« année mondiale de la communication », l'introduction de l'espéranto dans l'enseignement ;
- estime urgent d'intensifier, avec toutes les forces libres de la paix, sa campagne pour un désarmement unilatéral, seul moyen rationnel de parvenir au désarmement mondial. La Fédération anarchiste, invitée à ce congrès, a tenu à saluer fraternellement les délégués présents et à dénoncer le risque sans cesse grandissant du développement de la militarisation à toutes les sphères de la société.

Communiqué de presse

La mort de Leonid Brejnev met fin à l'existence d'un « nomenklaturiste », mais non à celle de la nomenklatura soviétique.

Le marxisme prévoit bien l'apparition d'une société sans classe et sans État, après la période de dictature du prolétariat, mais sans jamais en préciser le quand et le comment.

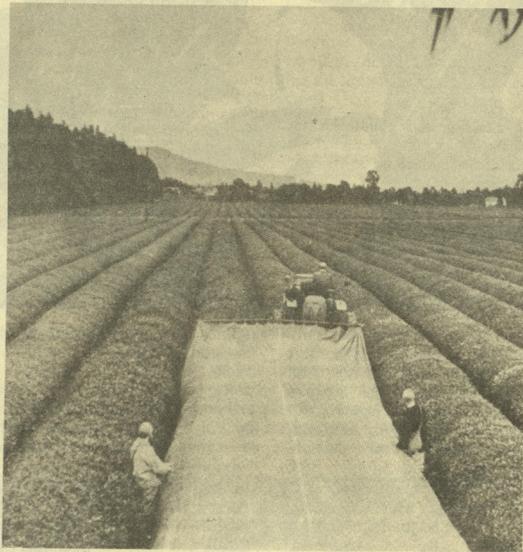
Le temps passe et la réalité des régimes marxistes se confirme : l'État secrète une caste dirigeante dont le dessein est de conserver ses prérogatives et pour cela exploite la population et réprime toute tentative d'émancipation des individus.

Une forme de totalitarisme qui n'a rien à envier aux régimes fascisants d'Afrique, d'Amérique latine ou d'ailleurs.

Fédération anarchiste

Un service pratique et régulier, un soutien : L'ABONNEMENT

Salon Marjolaine Encens cool et gros billets



CE salon, organisé par Nature et Progrès, en fait leur échappe de plus en plus, et le « groupe Chamarrande » (scissionné de Nature et Progrès à leur dernier d'avril), vertèbre de cette manifestation dont l'orientation, volontairement floue, allie mercantilisme et ésotérisme.

Le tour des stands est révélateur : peu de producteurs sont présents, la transformation et le négoce beaucoup plus. En revanche, l'artisanat, la verroterie, l'hygiène corporelle, les cosmétiques, les médecines au côté scientifique douteux, et les mysticismes catho-fascistes ou bouddhistes sont là pour prendre en charge les paumés de cette société, attirés par une réharmonie de l'homme et de son milieu naturel.

Je ne veux pas dire par là que le problème de santé ou de réflexions sur le connu ou l'inconnu sont à négliger (et si nous nous y penchons, c'est de façon rationnelle), mais un salon organisé autour de l'agriculture biologique doit cerner le contenu des stands, et être organisé et contrôlé par les producteurs et

les consommateurs de Nature et Progrès.

Un point positif malgré tout : des débats intéressants eurent lieu sur les problèmes de santé, de développement agricole et du Tiers-Monde.

A la fin de ce salon, dimanche 14 novembre, s'est tenue une assemblée générale de Nature et Progrès (article écrit le 13 novembre) et je sais qu'une partie des adhérents mettront à l'ordre du jour ce salon Marjolaine. Une volonté de recensement se fera sentir, ou alors Nature et Progrès abandonnera ce salon et laissera aux margouillins de la dépollution et de la pureté mentale. Pétain, quand tu nous tiens...

A l'heure où les organisations de l'agriculture biologique, dont Nature et Progrès est le plus importante en membres et en audience, sont en pleine évolution, les producteurs et les consommateurs ont tout à gagner à ce qu'ils maîtrisent les orientations et les structures de leurs associations.

Alain Crapaud (F.A. du Gard et producteur agrrobiologiste)

Editorial

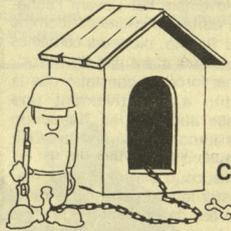
LIBERTÉ d'expression... Une formule qui s'acharne à demeurer au singulier alors qu'il sévit ici et ailleurs autant de dénégations, de mystifications, de dégénérescences ou, plus simplement, d'illustration du sujet qu'il y a de formes de pouvoir. En clair, pour la France, la liberté d'expression, c'était, lors des derniers septennats, d'abord la liberté d'être riche. Un organe de presse, effectivement, pour perdurer puis se développer, se devait de posséder des fonds basés sur une autre force que celle de la souscription, des fonds publicitaires, « occultés » ou privés, etc. Radiophoniquement, c'était la violation franche (qui n'est pas la pire, s'il est possible de graduer la fourberie) des droits élémentaires, ceux de la « libre expression des idées par quelque moyen que ce soit ».

Actuellement, depuis le changement, c'est tout cela, plus le jésuitisme dans la répression, c'est-à-dire un muselage insidieux qui tendrait à conserver rose la façade. La castration à visage humain. Vous en connaissez les manifestations ; « Oui, il serait juste que vous continuiez à vous exprimer sur les ondes, et — parole de scouts — dès que nous vous trouverons une fréquence sur les cinquante ou soixante qui restent libres... on vous en fera cadeau ! » Merci, mon père.

Les compagnons qui l'ont vécu savent qu'il est permis de faire le parallèle entre la saisie policière, brutale, d'un émetteur en fonction sous Giscard et l'exclusion officielle de nos dossiers sans raison même officieuse, avant discussion, d'une commission bidon mais démocratique (on excusera la tournure pléonastique) chargée de sélectionner — bravo ! — selon des critères inconnus, les ayants droit à l'expression. Sans parler des notifications de ministères fantomatiques, et prévenant de poursuites pour cause d'antenne « gênant le cite », etc.

Bien sûr, lorsque, anarchistes, nous disions qu'il était — au mieux — inutile de voter, de changer de têtes de ces structures, nous faisons preuve de « défaitisme », d'« irréalisme » voire de « complicité ». Répétons-le, quel intérêt a-t-on de changer le chauffeur d'un véhicule qui ne nous convient pas ? On pourrait d'ailleurs, pour élargir l'horizon de ce discours, se réjouir de la mort du bourreau Brejnev, si cette mort n'était entachée par son inéluctable remplacement. Les goulags, la famine disparaîtront-ils là-bas ? Les Afghans témoigneront de la pérennité des structures autoritaires...

La grangrène sociale, c'est moins les chiffres rêches ou molles qui passent, sucent puis vont s'en repaître ou comploter en coulisse, il n'y en a que certains pires que les autres, pas de meilleurs. Attachons-nous à combattre, miner pour enfin ruiner ensemble les structures qui nous régissent. Ce combat passe évidemment par celui mené contre les hommes qui font et entretiennent les structures verticales autoritaires. Nos armes ? Être ensemble, la solidarité, l'entraide, et nos propositions anarchistes développées par notre présence accrue partout où il y a autoritarisme.



Du ménage chez les antimilitaristes

LES 30 et 31 octobre 1982, de nombreux groupes antimilitaristes ainsi que des individus divers (70 personnes environ) ont participé à la coordination nationale antimilitariste de Lyon, convoquée lors du camping antimilitariste de cet été.

Durant la première journée, après un débat sur les moyens et les orientations à donner au mouvement antimilitariste, les participants se sont réunis en commissions : objection/insoumission, objection collective, armée éducation, femmes et armée, rédaction d'un argumentaire antimilitariste.

Lors de la deuxième journée, le débat a porté sur la question suivante : RAS ? sera-t-il le journal du mouvement antimilitariste, Objection ne servant alors que de bulletin de liaison entre les groupes ?

Après un débat qui s'est rapidement clarifié, la question de savoir si le mouvement antimilitariste soutiendrait ou non les luttes dans les casernes (style comité de soldats) s'est posée. La réponse a été claire pour l'écrasante majorité des participants : pas question de soutenir les luttes du genre comité de soldats (on n'a rien à foutre de l'amélioration de l'ordinaire dans les casernes).

L'équipe de RAS ? n'étant pas de cet avis, elle a quitté la coordination et RAS ? ne sera pas le journal du mouvement antimilitariste.

Pour ma part, en tant que militant anarchiste, je pense que nous ne pouvons que nous féliciter de ces prises de positions claires et nettes.

A l'heure du protocole Hernu-Savary, et autres saloperies des militaristes roses, il est important pour les antimilitaristes d'être le plus intransigeant et le plus clair possible, afin de relancer la lutte contre la militarisation sous toutes ses formes.

Jérôme (groupe Albert Camus de Toulouse)

Feu d'artifice à Beaubourg

Complémentaire à l'action du 6 novembre au cours de laquelle plusieurs compagnons anarchistes avaient occupé pacifiquement une des tours de Notre-Dame, la Fédération anarchiste a organisé le vendredi 12 novembre, à 20 h, sur le parvis de Beaubourg, un spectacle-feu-d'artifice.

A cette occasion, deux ou trois cents militants et fidèles auditeurs ont manifesté leur soutien à Radio-Libertaire, exprimant ainsi clairement, face aux menaces qui pèsent sur la liberté d'expression radiophonique, leur détermination de s'opposer à la censure gouvernementale.

Une opération réussie, menée tambour battant, qui, grâce à la mobilisation de nombreux auditeurs de Radio-Libertaire, ne peut que renforcer efficacement le combat mené pour la liberté d'expression.

Régis

Sommaire

PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Salon Marjolaine
Editorial
Du ménage chez les antimilitaristes
PAGE 4
En bref
Feu d'artifice à Beaubourg
Radio-Libertaire ne se taira pas
PAGE 5
CIT-Alcatel
PAGE 6
Vie et squatt
PAGE 7
La crise du logement
PAGE 8
PCE en crise
La chute d'une crapule
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10
Kropotkine et le logement
Notes de lecture
PAGE 11
Théâtre, chansons...
PAGE 12
Mort d'un dinosaure
Solidarité en péril

en bref...en bref...

• Jeudi 25 novembre, à 20 h 45, salle du syndicat d'initiative, place du marché, à Antony, se tiendra un débat organisé par la Ligue des droits de l'homme d'Antony sur le thème : *Défendre et développer les libertés dans l'entreprise*. Avec Henri Noguères, Yves Laurin de la LDH, des représentants de la CGT, CFTD, FO, FEN.

• Le comité de soutien à Roger Noël organise le premier jour de son procès (le 22 novembre) une fête de soutien avec Léo Ferré. Ce concert aura lieu à 20 h 30, salle Paul-Emile Janson, avenue Héger à Bruxelles.

• *Objection* numéro 24 est paru. Au sommaire : des informations sur les objecteurs-insoumis, les TPFA, les ordonnances de 59, RFA, etc.

• Le Secrétariat des objecteurs de conscience (SOC) assure des permanences les premiers et troisième mercredis de chaque mois, de 14 h 30 à 17 h, et tous les jeudis de 18 h 30 à 20 h, au 6, impasse Popincourt, Paris-11^e.

• Le numéro 19 de *Mass-Media*, mensuel de philosophie athée, est paru. Recueil de poésie, de réflexions et de pensées athées.

• La deuxième union régionale CNT (39, rue de la Tour d'auvergne, 75009 Paris) vient d'éditer un timbre de solidarité. Il est vendu au prix de un franc pièce.

Radio-Libertaire ne se taira pas



DANS la liste des dates qui jalonnent la vie de Radio-Libertaire, il faudra maintenant se rappeler du 11 novembre 82. Devant l'adhésion de tant d'auditeurs (comme pour Bobino, plusieurs centaines d'auditeurs n'ont pas pu entrer), on est forcé de constater que la station a effectivement une grosse audience et, beaucoup plus important, que ses auditeurs sont fidèles.

Beaucoup étaient là pour manifester leur appui à cette radio ignorée, laissée dans le flou par le pouvoir. C'est plus que reconfortant et les animateurs, conscients d'avoir une responsabilité vis-à-vis de tous ces amis, y puiseraient, si besoin était, encore plus de pugnacité dans leur combat pour la vie de Radio-Libertaire.

Le dernier gala est mort, vive son successeur, et la seule question à poser maintenant est que devant le nombre grandissant des auditeurs, il faudra songer sans doute, pour le prochain spectacle, à la plus grande salle de la région.

En juin, Bobino bourré, en novembre la Mutualité, pourtant d'une contenance deux fois et demie supérieure, pleine à ras bord. A quand l'hippodrome de dix mille places ? A notre avis, seules deux stations du Bassin parisien peuvent tenter l'expérience : Radio-Libertaire et Fréquence Gay. Ce serait là plus qu'une grande manifestation artistique : une démonstration politique claire et nette de la volonté de milliers de personnes pour ne pas laisser crever leur

radio. D'autant plus que toute autre salle offrirait un confort d'écoute correct, ce qui n'est pas le cas de ce hall de gare appelé Mutualité, notamment non prévu pour faire de la musique. Déjà pour un gala anti-électoral, avec Mama Béa, le son était atroce : hier, pour le gala couplé du *Monde libertaire* et de Radio-Libertaire il était mauvais.

Nous devons une explication sur ce sujet à nos lecteurs et auditeurs. Conscients qu'un concert doit être bon au point de vue du son, nous n'avions pas lésiné sur les moyens : le meilleur sonorisateur, Régis-scène, le meilleur piano, un Steinway, des artistes au talent évident, Jean Sommer, Font et val... Or, d'après le contrat de location de la salle (qui était utilisée l'après-midi avec aussi un son crapuleux...) nous n'avions que deux heures maximum pour tout installer. De plus, pour commencer à l'heure (il fallait finir impérativement à minuit), les spectateurs devaient être placés à 20 h 45. Tout cela fait que les balances, c'est-à-dire les essais de son, n'ont pu être effectués. Nous tenons ici à remercier encore une fois Jean Sommer qui a volontairement et consciemment essuyé les plâtres. Ses trois premières chansons ont été sacrifiées pour les premiers réglages et presque tout son tour pour l'affinage du son. Les techniciens ont fait en une heure, pendant son passage sur scène, ce qu'ils auraient dû faire en une demi-heure, avant le spectacle. D'autant plus cou-

rageux pour cet artiste que ses chansons ont un texte très fort, ciselé, subtil et qui ne supporte pas une mauvaise compréhension des mots. Pour Font et Val, la salle, connaissant les sketches et les chansons, l'audition semblait meilleure, mais c'était loin d'être correct. Le grand enseignement que nous en tirons est que la grande salle de la Mutualité, prévue pour des meetings, est irrémédiablement inapte à la sonorisation musicale.

Le grand succès de ce gala ne doit pas nous faire oublier les menaces qui pèsent sur la station. Autour du 30 novembre, la Haute Autorité doit entériner les « considérations » de la commission gouvernementale dite « Galabert » (après avoir été « Holleaux »). Radio-Libertaire n'a pas de place car techniquement il n'y en a plus sur la bande F.M. à Paris. D'abord, c'est faux ! Ensuite, farcir la fréquence de radio « chansons niaises » et de « radios grenouilles de bénitier » genre Notre-Dame, apporte incontestablement une saturation en nombre, outre une saturation dans la connerie médiatisée et décervelante.

Donc, dès la signature par Michèle Cotta de la liste des radios reconnues, Radio-Libertaire deviendra « hors la loi », ce qui n'est pas pour nous déplaire mais va nous apporter des ennuis en cascade. Le plus sérieux semble être la saisie *manu militari* du studio. A cela une seule réponse : s'ils sont prêts, ça tombe bien, nous aussi, donc

avis aux amateurs (ou plutôt professionnels de la répression...). Mais le pouvoir, s'il est pourri, n'est pas forcément idiot et sait très bien que son éventuel geste ferait doubler dans les jours qui suivent, grâce à une reprise des émissions quasi instantanée, notre déjà très vaste auditoire. Mettez-vous à sa place : ce serait idiot. Il faudra donc s'attendre à des manœuvres doucereuses, genre antenne qui gêne le paysage, plaintes de voisins pour brouillage sur leur télé, pétitions de riverains « gênés », enfin l'arsenal que nous connaissons tous en matière de répression insidieuse. Le plus astucieux sans doute sera de mettre autoritairement sur notre fréquence une grosse station « dérogée » qui pourra ainsi nous faire un beau procès au civil et crier au charron contre ces anarchistes qui ne respecteraient donc plus la liberté d'expression des autres (et la nôtre, la respecte-t-on ?). Eh bien, tant que les stations « dérogées » diffuseront soit les dernières œuvres de madame Sheila ou de Abba, soit la dernière messe en direct de Saint-Honoré d'Eylau, « expressions » déjà rebattues sur les périphériques et la télé, nous n'accepterons pas de nous faire traiter de liberticides.

En résumé, c'est clair : Radio-Libertaire émettait sous Giscard, elle émettra sous Mitterrand, et nous souhaitons bon courage au pouvoir pour proposer notre fréquence à une autre station, car elle sait, elle, que ce ne sera pas du gâteau...

Le secrétariat de Radio-Libertaire.

LUNDI matin 8 novembre, 7 h 45. Interview de Huguette Bouchardeau sur France-Inter. Réflexion, témoignage, partage du travail, etc. Tout le vocabulaire piégeur des socio-cléricaux y passe. PSU, épiscopat, CFDT, même combat.

Le partage du travail à CIT-Alcatel, on y a pensé. Et des revenus. J'allais oublier. Sous la forme la plus juteuse : tu fais mon travail, je garde mes revenus. Il fallait y penser.

Dans les sept usines de production de l'entreprise, la durée hebdomadaire du travail est passée de 39 heures à 35 heures à compter du 1^{er} novembre. Principalement pour les O.S.... qui vont perdre 4,5% de leur salaire, la première heure n'étant compensée qu'à 61%, et les trois autres seulement à 52% ; mais échapperont à la diminution du temps de travail... donc du salaire, « certains services ou certaines personnes de l'encadrement dont la liste sera établie dans chaque établissement en fonction de ses propres contraintes industrielles ». Qu'en termes galants...

C'est certainement la cause la plus puerile de l'affaire, mais d'autres vont aussi dans le sens de la gestion de l'austérité cautionnée par certaines organisations.

Pour les autres salariés de l'entreprise, le passage de 39 heures à 38 heures par semaine sera accompagné d'une perte de salaire de 1% qui n'apparaîtra pas sur les feuilles de paye, mais comptera pour les augmentations de 1983.

Car il s'agit avant tout « de maintenir et d'accroître la compétitivité de l'entreprise », étant entendu que « ce dernier but ne peut être atteint qu'à condition que les charges salariales complémentaires engendrées pour l'entreprise par cette politique trouvent leur contrepartie dans la réduction des coûts de production. Le processus de concertation qu'elle met en œuvre à tous les niveaux doit favoriser la contribution que l'ensemble du personnel de la compagnie peut apporter à l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise ».

Ceux qui se font des illusions sur le vœu pieux contenu dans l'accord « d'améliorer les conditions de travail » s'apercevront vite que la compétitivité obligera surtout à améliorer... l'accélération des cadences.

Les objectifs poursuivis sont affichés clairement :

- « développement du travail en équipe, notamment pour le personnel travaillant à horaire réduit (équipes chevauchantes ou non) ;

- horaires décalés ;
- utilisation de certains équipements six ou sept jours sur sept ;
- travail quatre jours sur sept ;
- obligation de mobilité dans l'établissement et développement de la polyvalence ;
- travail de nuit ;
- permanences dans l'établissement. »

On retrouve dans cette liste de nombreuses « revendications » défendues par le CNPF et qui avaient été repoussées par la plupart des confédérations lors des

négociations nationales de 1980 et 1981.

Dans l'affaire, ce seront les plus mal payés dont le pouvoir d'achat baissera le plus. C'est sans doute pourquoi, CFDT en tête, les organisations représentatives dans l'entreprise ont signé le texte, sauf une : la CGTFO.

En tant qu'anarchistes, nous n'avons aucune illusion à nous faire sur les mobiles des militants de la Fédération des métaux CGTFO. Ce sont pour la plupart des réformistes très classiques, avec les qualités et les défauts découlant de leurs options. Au moment de la grande crise de la sidérurgie lorraine, une partie d'entre eux a accepté la création des « comités de bassin » qui, sous Giscard, préfiguraient les comités locaux de l'emploi que la persévérance néo-corporatiste de la CFDT a fait créer sous Mitterrand.

Il semblerait que l'expérience a fait prendre conscience aux militants réformistes de ce secteur de l'importance des dangers d'intégration impliqués par ces structures puisqu'aujourd'hui ils les refusent. Nous

CIT-Alcatel

Les néo-corporatistes C.F.D.T. et le patronat la main dans la main

leur en donnons acte en souhaitant qu'ils maintiennent ce cap, comme nous leur donnons acte de leur refus de signer l'accord particulièrement vérolé de CIT-Alcatel.

Les choix stratégiques d'une partie des anarcho-syndicalistes militant dans la CGTFO ne font pas l'unanimité dans le mouvement libertaire. Il n'a jamais été question de le nier et la question reste ouverte.

Ceux qui s'efforcent de ne pas tomber dans les pièges de la peste émotionnelle propagée par nos adversaires à tous peuvent tout de même constater la pertinence de nos analyses concernant la solidité des liens idéologiques maintenus entre l'appareil CFDT et l'appareil cléricale. La collusion s'étale maintenant au grand jour avec un cynisme qui ne peut échapper aux yeux les plus innocents. Et quand les rénes du pouvoir français sont, au moins en partie, entre les mains des militants du « compromis historique » entre les stalinien et la hiérarchie catholique, il faut, savoir décider dans le contexte de la lutte de classes à l'échelle internationale. Nous avons trois adversaires internationaux à combattre : la bourgeoisie capitaliste,

les stalinien et les cléricaux. Tous trois ont intérêt à installer les exploités dans la crise pour ficeler et détruire leurs organisations de classe en les intégrant aux structures des entreprises et de l'Etat.

Si nous étions assez puissants pour mener le combat seuls ou pour peser sur nos alliés éventuels, les choix stratégiques et tactiques s'offrant à nous seraient différents. Mais il n'est pas tellement nécessaire d'avoir approfondi les thèses de Clausewitz pour savoir qu'on ne peut faire qu'avec les moyens dont on dispose. A moins de se contenter d'aboyer aux alentours de la caravane, ce qui n'a jamais empêché la caravane de continuer son chemin.

Nous devons analyser la situation planétaire avec la plus grande lucidité. D'une part nous ne sommes pas en position d'attaque, d'autre part — ce cela plaise ou non — nous entrons dans une période où il va falloir, et savoir, résister. Il importe donc d'observer ceux qui sont prêts à résister et de choisir parmi eux, par rapport à des positions de classe, ceux qui peuvent être nos alliés.

Accepter de s'installer dans la crise, de la gérer — ce que certains appellent la « croissance zéro » — est une position réactionnaire qu'aucun anarchiste révolutionnaire ne peut soutenir. Même si cela doit choquer certains de nos amis ou sympathisants — et sur ce point aussi la discussion reste ouverte — je maintiens que nous ne pouvons travailler avec les chantres du « small is beautiful », car leur objectif — voulu ou inconscient — est le retour à la barbarie.

Vouloir renforcer le mouvement libertaire en occupant le terrain, chaque fois que c'est possible, dans la lutte des classes, n'est tout de même pas un objectif contraire à nos options anarchistes. Or, dans la situation actuelle — nationale et internationale — pour renforcer nos positions ceux d'entre nous qui militent dans le mouvement ouvrier ne doivent pas craindre de passer des accords, notamment avec ceux des militants réformistes qui refusent l'intégration aux entreprises et à l'Etat des organisations de classe des exploités, qui refusent l'installation dans la crise et sa gestion.

Les sirènes socio-cléricales veulent faire croire qu'elles œuvrent pour l'égalité économique, mais leur logique — et sans doute leur objectif — les conduit à œuvrer pour la paupérisation, c'est-à-dire pour la perpétuation d'un régime capitaliste « rénové » par des structures corporatistes. Nos militants doivent se persuader qu'il n'y aura jamais de société libertaire égalitaire dans la pénurie.

L'autre jour à la télévision, un ingénieur CFDT d'EDF faisait son numéro en bottes de cheval. Il affirmait à être prêt à abandonner une partie de son pouvoir d'achat au nom des « nouvelles solidarités ». Ces gens-là méprisent les travailleurs. Ils les traitent comme les bourgeois traitent les mendicants à la sortie de la messe, en leur faisant « la charité ». Ils sont du côté de nos ennemis de toujours.

Marc PRÉVÔTEL



COMME un rythme devenu cyclique, la répression s'abat de nouveau sur les squatts. Qui s'en préoccupe réellement ? Peu de gens. En fait, cela tient surtout à l'image des squatts qu'entretenaient la presse et le pouvoir. Combien de fois, si ce n'est systématiquement, la vie à l'intérieur d'un squatt ne se résume-t-elle que par des gros titres dans les journaux (vols, viols, recels, trafic de drogue, voire assassinat). Tout y passe, et allègrement ; il reste encore le délit de prostitution pour une future page de *France-Soir* ou du *Matin*, décidément pas en retard sur son confrère (disons que *Le Matin* se préoccupe plus de prouver envers et contre tous des implications avec « Action directe », phantasme classique de journalistes qui auraient mal digéré leur période anale et les séries B de la télévision). Tout ceci resterait dans le domaine du ridicule et de l'indigeste si nous disposions des mêmes moyens pour informer les gens. Hélas, la presse, les médias, sont détenus par quelques-uns, plus enclins à la recherche d'une augmentation du tirage dans l'exploitation systématique du fait divers (gros par la description spectaculaire, accompagné par un bon pourcentage de violence, le tout devant inspirer la crainte, la répulsion et conduire à l'acceptation de tous les enfermements pour sauver le pouvoir politique, financier, face aux sautes d'humeur sociale).

La presse, le pouvoir, éprouvent plus de mansuétude pour les membres de l'OAS et les tortionnaires de la guerre d'Algérie, pour les « malheureux » patrons qui « envoient leurs ouvriers » au cimetière que pour les projets des squatters qui installent de nouveau l'animation dans les quartiers, dans la rue, lieu privilégié de la communication. Mais cette volonté maladroite de nuire s'inscrit dans la volonté du pouvoir de détruire toute expérience émancipatrice des individus, mais négative pour les gouvernants. Effectivement, à chaque fois que se produisent de tels types d'expériences, c'est un peu plus de confiance pour l'individu et un peu moins pour les politiciens, car tout ceci ébranle leurs beaux discours creux. Aussi tout est bon. La difamation reste le meilleur moyen pour évaluer le problème. Nous sommes les bouc-émissaires de leur système inégalitaire, comme l'est le prisonnier de droit commun, le fou de l'hôpital psychiatrique, etc. Nous sommes la « fange ». Mais là où le bât blesse, c'est que cette « fange » entre dans le terrain social, propose une alternative égalitaire où les termes de pouvoir, de spécialistes, disparaissent. Hé oui, malheureusement pour les médias, et surtout pour le pouvoir — qu'il soit national ou municipal —, l'énergie qui se déploie dans les squatts donne d'autres activités que le rayon « délinquance » ou terrorisme.

Dans la presse, du *Figaro* au *Matin*, du 15 octobre : « Coup de filet antiterroriste contre « Action directe » dans les squatts du 15^e, du 19^e et du 20^e arrondissement de Paris. » Déçue la presse ! Même la préfecture de police a affirmé qu'il n'existait aucun lien probant ni preuve de contact avec « Action directe » de la part des squatters. Non, nous ne serons pas les autonomes italiens que l'Etat italien a si bien su emprisonner sans la moindre preuve, en faisant l'amalgame avec les « Brigades rouges ».

Effectivement, la vie d'un squatt amène à de nouveaux comportements ; le logement collectif devient un melting-pot d'où naissent de nombreuses activités : atelier mécanique, menuiserie, café associatif, concerts, journaux, pour ne citer que celles-là. L'habitat n'est plus l'objet qui a tendance à se restreindre et à enfermer l'espace, ainsi qu'à séparer les fonctions par une technologie analytique de fragmentation : c'est le refus de l'isolement et des espaces compartimentés. Le logement s'imbrique comme un moyen de communication. Nous pouvons avancer que vivre dans un habitat collectif permet d'envisager des buts et des objectifs plus lointains, car nous sommes profondément impliqués dans notre propre univers. Si cet univers se réduit (927 000

Parisiens vivent dans des logements surpeuplés), le devenir et l'orientation seront différents de l'évolution d'un individu dans un lieu qui offre plus de possibilités par la taille et le nombre de gens. Puisque 49% de la population de Paris vit dans des « une » ou « deux » pièces et que sont recensés cent mille logements libres — sans parler d'anciennes ou de nouvelles usines désaffectées favorables à la créativité —, l'équation est simple, sachant que l'occupation d'un immeuble vide ne constitue pas un délit. Peut-être que sur le plan juridique quelques précisions doivent être signalées.

Vous avez remarqué un appartement, une maison habitable qui, renseignements pris discrètement dans le voisinage, se révèle être vides et inoccupés depuis largement six mois. Premier point : se renseigner auprès du cadastre : 6, rue Paganini, 75020 Paris (porte de Montreuil) ; vous saurez le nom et l'adresse du propriétaire. Au bureau d'aménagement urbain, préfecture de Paris, boulevard Sully-Morland (2^e étage), vous connaîtrez les dates éventuelles pour un permis de cons-

truire ou une démolition. Deuxième point : changer la serrure ; faites-vous envoyer du courrier de plus de 48 heures. Soyez discrets au début ; après...
Le squatt (ou l'occupation d'immeubles) répond d'abord à une nécessité physique, mais le véritable avantage de l'habitat collectif dépasse ce stade de première nécessité et débouche sur une redéfinition de l'activité de l'individu dans le champ social.
Sur le plan économique, le squatt s'attaque aux domaines des promoteurs et des spéculateurs immobiliers en cheville avec toutes les possibilités dès qu'il existe un programme social de logements (il faut bien alimenter les caisses noires avant les élections).
Sur le plan politique, le squatt tend à détruire la fatalité de la hiérarchie et, à travers celle-ci, le pouvoir (politique, moral, économique). Le fonctionnement horizontal des décisions remet en question les pratiques autoritaires encensées par les gouvernants, la prise en charge de l'individu et de ses intérêts par celui-ci excluant l'intervention de l'Etat dérange l'ordre établi. Si tout le monde en faisait autant... on garderait une ANPE pour les politicards ! De même se construisent un environnement et des activités permettant l'épanouissement et la reconnaissance de l'individu d'où le circuit marchand est exclu (je me rappelle l'angoisse d'un haut fonctionnaire apprenant qu'il existait des concerts gratuits dans les squatts et pour lesquels l'Etat, la Sacem, ne percevaient aucun dividende).

Par rapport à la municipalité de Paris et à sa kyrielle de spéculateurs véreux

Pour comprendre ce phénomène, il importe de préciser les conditions de la mainmise et du contrôle exercés par les grandes banques d'affaires dans les opérations publiques d'aménagement urbain con-

duites dans la capitale, ainsi que la nature des profits réalisés à cette occasion. Les mécanismes sont simples : les promoteurs immobiliers, que contrôlent les grandes banques, vont, avec l'aide de la ville, réaliser leurs acquisitions foncières sur le marché public, où la formation du niveau des prix répond à des règles qui en modèrent la hausse. Ils vont ensuite transférer les terrains acquis, à bas prix, sur le marché privé où des règles différentes font sans cesse monter les valeurs foncières. On comprend dès lors que la ville a mis sur pied, avec les représentants des banques, un appareil complexe qui va drainer vers ces dernières des terrains à bas prix et des fonds publics à faible taux d'intérêt. L'aménagement urbain est en effet confié à des sociétés d'économie mixte (SEM). La ville de Paris et des banques privées, ainsi que leurs filiales, participent à leur capital. Les banques ont toutes ainsi créé leur société de HLM qui permet de drainer les prêts d'Etat et les subventions publiques destinées à la construction sociale. Bien entendu, un réseau étroit de relations personnelles se tisse ; le passage

de la zone sera occupée par des espaces publics (rues, jardins) et une école. L'UAP contrôlera donc la totalité du programme de logement. Belle garantie sur son caractère social ! Le logement est bien évidemment la partie la plus rentable de l'opération ; l'UAP va construire sur au moins sept niveaux, soit 70 000 mètres carrés, 780 logements qu'elle louera dix fois le prix appliqué dans le quartier. Afin que le profit soit maximum, elle ne deviendra propriétaire du terrain qu'une fois celui-ci débarrassé de ses occupants et les immeubles détruits. C'est la ville de Paris et l'Office des HLM qui supportent la totalité des frais d'expulsion et de démolition. Le terrain sera livré à l'UAP nu et libre. Bref, on cède la partie rentable du projet et ce sera à la ville de Paris, et donc finalement aux Parisiens, de payer la réalisation et l'entretien des parties non rentables. Certes, on ne s'étonne plus depuis longtemps des énormes magouilles des promoteurs dans Paris avec la complicité de la ville. Mais le comble est atteint dans l'affaire de la ZAC à Belleville puisque l'UAP, officiellement, n'aura pas dépensé un centime pour l'achat des terrains, sinon le prix du vin en pot. En outre, la SORENOBEL citée plus haut fait partie des SEM et bénéficie d'étranges appuis puisque son siège social est domicilié au siège de l'Office public des HLM. Elle utilise donc des locaux administratifs, ainsi que le personnel de l'Office. Le scandale des bureaux d'études n'est qu'une infime partie des magouilles de Chirac et de ses amis. En passant, les squatters du 20^e arrondissement remercient Defferre pour l'aide non négligeable qu'il apporte à Chirac. Nous remercions la si sympathique police de M. Franceschi, pour ses matraquages, ses actes illégaux, ses destructions. Comme le disait Defferre au sujet de la bavure mortelle de la rue Rossini : « Ça aurait pu être des terroristes. »

Le squatt, c'est aussi le moyen qui nous permet de vivre en diminuant au maximum le compromis avec le système. Actuellement, le pouvoir récupère toutes les alternatives car celles-ci lui permettent de sauver le principal (voir le plan anti-été-chaud avec le CAES de Ris-Orangis). Cette place n'est pas due au hasard. En ce moment, c'est le grand mariage artistes-hangars. Cul et chemise avec le pouvoir, les artistes (certains) vont disposer d'usines ou d'entrepôts désaffectés. Une nouvelle fois, une alternative est récupérée par le pouvoir qui la confie à un spécialiste : l'artiste.

C'est quoi l'art, messieurs Lang ou Chirac ? : c'est les muses de Boticelli ou les carrés de Klee, ou la musique de Schönberg, ou les dessins de tout un chacun, ou... peut-être est-ce le plus monnayable...

C'est pourquoi il est temps de réinventer les usines, non pour entrer dans le circuit de production, mais pour y installer tout notre désir étouffé d'espaces, d'imagination et de liberté créative, sans attendre la ville de Paris, les 0,79% du budget de la culture, ni messieurs les artistes. Rappel : lorsque nous avons voulu organiser un festival international des squatts à Paris, la mairie, le PS, nous ont envoyé leurs bulldozers et leur ficaille. L'art, chez eux, ne naît pas de la différence, il est codifié, non subversif, domestiqué commercialement, assujéti au pouvoir à travers des commissions qui décident de donner ou non des subventions (il paraît que Tino Rossi est content). Sinon, gare aux chars qui tracent la ligne à ne pas dépasser.

En fait, le phénomène squatt se développera, et c'est cette trouille qui monte d'Amsterdam et de Berlin, de Londres et de Rome, qui dérange les possédants. Un jour viendra où une usine ne plus le mourir des désirs, de tant de vies humaines aliénées à votre marge de profit. Et ça, ça fait peur ! Ça vous fait peur !

François Plasman
(un des boucs-émissaires du 20^e)

Renseignements pris dans la revue des squatters du 20^e arrondissement : Sans titre, disponible à Publico, 145, rue Amélot Paris-11^e



AVANT le 10 mai 81, Jean Auroux, l'actuel ministre du travail, était délégué national du PS au logement. Deux mois avant les élections présidentielles, dans *Le Monde* du 18 mars, il dénonçait les « conceptuels nantis » qui, à l'époque, nous gouvernaient. Il leur rappelait vigoureusement les « conditions essentielles à toute vie sociale, voire humaine, la réponse nécessaire à ces trois besoins vitaux de l'homme : se nourrir, se vêtir et se loger ». Il estimait — à juste titre — qu'« un nombre croissant de familles, après la précarité de l'emploi, découvrent celle de l'habitat ». Selon lui, le projet socialiste en la matière, « porteur de créativité et de justice sociale », devait « rendre effectifs le droit au logement et le droit de cité ». Et de conclure : « cette grande affaire des Français peut commencer dès le 10 mai 1981 si le changement, etc., etc. ».

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Depuis le 10 mai, nous avons eu la loi Quilliot et nous pouvons mesurer, aujourd'hui, l'ampleur du changement annoncé et la distance entre l'avenir tout rose qui nous était promis et la très morose réalité.

S'il est indiscutable que la loi Quilliot tente d'aménager quelques garde-fous, il est non moins évident qu'elle ne bouleverse pas les fondations du système, qu'elle ne met nullement en cause la domination de l'argent. Quelques mois après sa promulgation, la situation est caractérisée, dans les grandes agglomérations, par une pénurie de logements disponibles.

Cette raréfaction peut s'expliquer, en partie, par la baisse du rythme des constructions amorcées il y a plusieurs années à cause de la conjoncture économique, mais aussi parce que le marché financier serait (en apparence) plus « attractif », la politique des pouvoirs successifs ayant visé à canaliser l'épargne vers les investissements industriels. En effet, le rendement net du placement immobilier traditionnel est évalué à 2 ou 3%, chiffre qui peut paraître faible, compte-tenu des dernières envolées des loyers, mais qui est, de toute façon, nettement en-dessous des taux procurés par les autres modes de placements. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la « pierre » permet souvent de réaliser des plus-values importantes à la revente (en tenant compte de l'inflation) et, à tout le moins, de maintenir un patrimoine qui aurait rapidement fondu à la Caisse d'Épargne. Et c'est bien ce qui fait que malgré les gémiss-

ments des proprios et des professionnels, l'immobilier reste un bon placement...

Atteinte au moral des propriétaires...

La baisse de la construction ne peut expliquer, à elle seule, le caractère aigu de la crise. Bien entendu, la loi Quilliot est mise en accusation. Les pauvres propriétaires seraient dévalorisés. Pensez donc, les locataires ont quelques droits officiellement reconnus : il n'est plus possible — en principe — de les jeter à la rue selon son bon plaisir ; les loyers sont soumis,

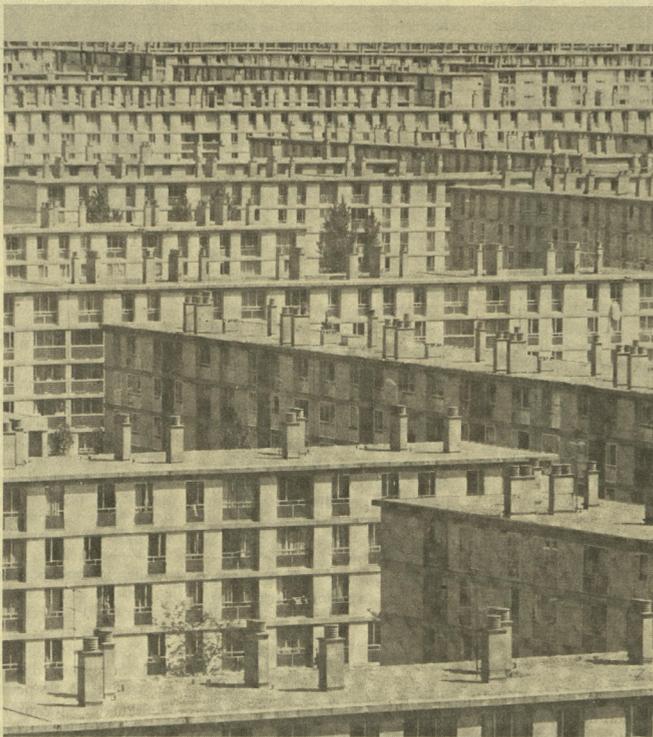
cas de louer à n'importe qui, et surtout pas aux chômeurs, ni aux ouvriers qui pourraient l'être demain, ni aux retraités, aux invalides, encore moins aux étrangers, et on en passe...

En revanche, selon les médias, les propriétaires s'arrachent les fonctionnaires qui bénéficient de la garantie de l'emploi et d'un revenu « honorable »...

On dit aussi que des professionnels de l'immobilier, maniant l'intoxication psychologique à haute dose, inciteraient les propriétaires à vendre, ce qui rapporte davantage... aux agences !

La crise du logement

C'est au pied du mur d'argent qu'on voit le maçon socialiste



théoriquement, à la progression de l'indice du coût de la construction. Autant d'insupportables persécutions !...

La masse des petits propriétaires, Français moyens de la France profonde, est particulièrement réceptive à la propagande de la droite qui ne s'est pas privée d'agiter la loi Quilliot comme un épouvantail. Et comme la rapacité et la hargne des B.O.F. n'ont d'égaux que leur bêtise et leur trouille, une partie de ces braves gens s'est, semble-t-il, paniquée et attend on ne sait quoi, refusant en tous

que l'on appelle — ô ironie — « personnes morales », ces « institutionnels » dont *Le Monde* nous dit qu'« ils ont, seuls, les reins assez solides pour laisser des logements vides dix-huit mois, afin de pouvoir ensuite fixer librement les loyers ». Ainsi à Paris, mille à mille cinq cents logements seraient laissés vides. *Le Monde* précise que « la direction de l'UAP aurait froidement reconnu les faits ».

Auroux affirmait que le projet socialiste permettait de « ne plus abandonner le logement et l'urbanisme à la seule logique de la loi du marché ». Eh bien, malgré M. Quilliot, la loi du marché demeure la loi suprême. La loi de la jungle ! Du fait de la pénurie, les loyers s'envolent à nouveau, en toute illégalité. En toute illégalité aussi, des reprises astronomiques sont exigées sous les plus minces prétextes. Nous nous retrouvons ainsi dans une ambiance qui rappelle les années d'après-guerre...

L'imposture réformiste

La race des usuriers et des affameurs qui a sévi pendant des siècles se perpétue de nos jours dans l'espèce plus distinguée, mais aussi plus rapace, des spéculateurs de toute envergure, propriétaires petits bourgeois ou grands financiers. Les conditions économiques et sociales ont évolué, mais l'argent conserve sa toute puissance et permet aux possédants d'ignorer totalement, ou de retourner à leur profit, quelques dispositions législatives plus ou moins gênantes.

Cette crise du logement démontre à l'évidence l'imposture du réformisme qui prétend changer la société avec quelques textes de loi tout en laissant pratiquement intact le pouvoir économique et ses fondements juridiques. Tout le système légal et l'arsenal répressif ont pour unique objet de protéger la propriété et, si ce carcan n'est pas brisé, toute tentative de véritable transformation ne peut que se heurter au « droit », à la « justice » et à tout les gardiens de l'ordre.

C'est ainsi qu'il existe bien une solution à la crise : remettre à ceux qui en ont besoin les logements disponibles sans se soucier des « droits » des propriétaires. Mais est-il raisonnable de vouloir convertir des sociaux-démocrates, si soucieux de la légalité, aux principes de l'action directe ?...

Les grands requins...

Dans cette situation de crise, un rôle primordial est, de toute évidence, joué par les sociétés immobilières, les compagnies d'assurances, ces grands requins

P.C.E. EN CRISE

CONTRAIREMENT à des habitudes pourtant bien établies, c'est à chaud que le Parti communiste espagnol a procédé à l'éviction de Santiago Carrillo, son secrétaire général. L'ampleur du désastre électoral subi le 28 octobre aura été la goutte d'eau qui a fait déborder le bocal aux crabes qu'était devenu le PCE (1).

Pourtant l'état de décomposition avancée qui caractérise le PCE d'aujourd'hui n'est pas le fruit de ce que l'on pourrait après tout considérer comme un accident de parcours. Les causes de la crise du communisme espagnol sont aussi diverses qu'anciennes.

On observera d'abord qu'à l'opposé de ce qui s'est passé en France et en Italie, le PC n'a jamais pu ratisser l'essentiel des courants situés à gauche du Parti socialiste. Indépendamment des rapports de forces des organisations, l'existence en Espagne d'un fort courant anarcho-syndicaliste réduit considérablement les possibilités d'expansion du communisme espagnol. Jusqu'en 1936, d'ailleurs, le Parti communiste espagnol n'aura qu'une bien faible représentation parlementaire et une influence réelle insignifiante. Totalement inféodé à Moscou et donc à Staline, il sera agité de crises à répétition et d'excommunications retentissantes.

Pendant la guerre civile, ce groupuscule (2) va grandir dans des proportions considérables. S'appuyant sur l'aide militaire sélective de l'Union soviétique, il va progressivement s'emparer des appareils administratifs, militaires et policiers de l'Etat républicain, jusqu'à devenir la première force contre-révolutionnaire d'Espagne, conformément aux vœux de Moscou qui ne peut supporter, évidemment, la révolution libertaire qui secoue l'Espagne. Sociologiquement, la clientèle du Parti communiste est naturellement petite

bourgeoise puisqu'il est le seul dans le camp républicain à défendre la liberté du culte contre les incendies d'églises et la pro-

priété privée contre les collectivisations ! Fidèles à l'exemple soviétique, les communistes espagnols ne craindront pas d'utiliser les moyens les plus crapuleux pour freiner la révolution : provocations, procès truqués, assassinats, etc. (3).

Les premières années de clandestinité, pendant la période franquiste, la plus dure, malgré le sacrifice de nombre de ses militants, ne donnent pas une place prépondérante au PC. Bénéficiant de la propagande franquiste qui agite l'épouvantail communiste pour mieux monnayer l'aide américaine, ce n'est que dans les années soixante qu'il s'affirme comme l'une des composantes essentielles de l'opposition, après avoir noyauté un mouvement ouvrier naissant d'inspiration chrétienne, les Commissions ouvrières (4).

C'est un énorme capital de confiance engrangé au cours des luttes ouvrières de la fin du régime franquiste que le PC a réussi à dilapider en cinq ans. Les causes immédiates de cet effondrement tiennent essentiellement à l'absence d'identité du PC et à ses luttes internes.

Voulant tout gagner et tout de suite, la direction du parti a bradé son passé : le léninisme au bénéfice d'un improbable eurocommunisme ; ses convictions républicaines au bénéfice d'une lamentable allégeance à la monarchie ; les luttes ouvrières au bénéfice de pactes avec les patrons et le gouvernement héritier du franquisme. Au bout du compte, le Parti a cessé d'être communiste pour devenir péniblement social-démocrate. Et question social-démocratie, les socialistes sont tout de même plus crédibles. Comme l'a déclaré un exclu de 1965 — le véritable théoricien de l'« eurocommunisme » et du « compromis historique » — Fernando Claudin : « Objectivement, le PC n'est plus, aujourd'hui, un parti nécessaire. »

Quant aux luttes intestines, elles ont permis, moyennant exclusions, de vider le Parti de ses militants les plus brillants comme Claudin, Jorge, Semprun, Ramón

Tamames, Manuel Acárate, etc., ainsi que de la presque totalité des artistes et intellectuels, les fameux « compagnons de route » (5).

Aujourd'hui, la démission de Carrillo, point culminant des crises du PC, peut n'être qu'une manœuvre. Il y a deux ans, on a bien vu Felipe Gonzalez démissionner du secrétariat du PSOE pour mieux revenir six mois après et imposer ses vues à l'ensemble du parti. Le fait que ce soit le candidat « carrilliste » qui ait été élu semble bien confirmer cette thèse, à moins que Carrillo prétende être un secrétaire général à l'ombre de ce Garardo Iglesias qui, à part son talent à normaliser le parti dans les Asturies, semble bien terne et en tout cas peu « attractif » !

Mais, même si l'actuel « ravalement de façade » du PCE devait s'approfondir et propulser à la tête du parti celui qui en fut le numéro deux jusqu'au printemps et qui, de l'avis unanime de la cohorte des exclus, offre le meilleur « profil », à savoir Nicolas Sartorius, rien ne prouve que le parti serait en mesure de remonter la pente, même s'il peut espérer un redressement partiel lorsque sera retombée la lame de fond socialiste et que viendra le temps des déceptions...

Mais d'une part Sartorius, à force d'être à mi-chemin entre l'appareil et les « renovateurs », entre les jeunes et les vieux, risque bien de se retrouver nulle part, d'autant que la tendance stalinienne la plus dure, celle des « Afghans », semble se renforcer. D'autre part, les échéances vont se précipiter puisqu'au plus tard en avril se dérouleront les élections municipales. Sur la lancée, le PC va probablement y perdre la presque totalité des communes qu'il contrôle. Enfin, et peut-être surtout, il serait étonnant que la crise dans le parti n'ait pas de répercussions au sein des Commissions ouvrières, auquel cas ce serait la totalité du mouvement d'inspiration communiste qui se trouverait, en Espagne, réduit aux utilités...

On nous permettra de ne pas sangloter sur le sort prévisible d'un parti qui a tant fait contre l'espérance révolutionnaire. Son effondrement au-delà des Pyrénées ne résoudra certes pas tous les problèmes, mais une importante hypothèque sera à coup sûr levée...

Aimé

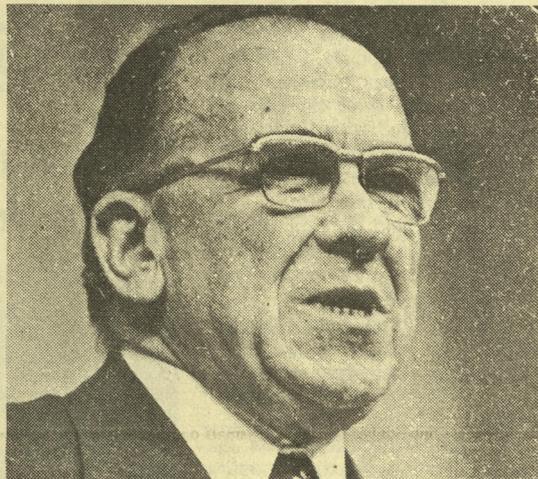
(1) Le PC, avec 3,8% des suffrages exprimés, est passé de 24 à 4 députés.

(2) On lui accorde moins de 15 000 membres pendant la II^e République.

(3) On pensera particulièrement aux conditions de la mort de l'anarchiste Camillo Berneri et à ce qu'on a appelé les « événements » de mai les « événements » de 1937.

(4) Pendant ce temps, la CNT et l'UGT, exsangues, tentent de survivre après vingt années de répression au cours desquelles la CNT, pour sa part, verra tomber une quinzaine de comités nationaux, entre autres...

(5) La « dérive droite » de certains de ces exclus prouve bien qu'ils ne valent peut-être pas plus cher que ceux qui sont restés : Tamames vient d'adhérer au CDS de l'ex-premier ministre et ex-ministre franquiste Adolfo Suarez.



Santiago Carrillo

La chute d'une crapule

DANS la matinée du samedi 6 novembre, s'est achevée, provisoirement peut-être, la carrière politique de Santiago Carrillo, une carrière jalonnée de bassesses et de forfaitures. Fils d'un dirigeant socialiste « historique », Wenceslao, Santiago Carrillo est nommé en 1934 secrétaire général des Jeunesses socialistes. Rapidement converti au communisme, il organisera la fusion de son organisation avec les Jeunesses communistes et deviendra pendant la guerre civile un fidèle serviteur de Staline, c'est-à-dire un étrangleur de la révolution.

La guerre finie, il écrit une lettre ordurière à son propre père : « Chaque jour est plus grand mon amour pour l'Union soviétique et pour le grand Staline que vous haïssez et calomniez précisément parce qu'ils ont aidé l'Espagne d'une manière constante à travers tout notre lutte. (...) Quand tu demandes à te mettre en relation avec moi, tu oublies que je suis communiste et toi un homme qui a trahi sa classe, qui a vendu son peuple. Entre un communiste et un traître, il ne peut y avoir de relations d'aucune sorte. Tu te trouves désormais dans l'autre camp. »

Telle est la qualité éthique et morale d'un individu qui, 37 ans plus tard, allait s'agenouiller pour baiser la main de la reine d'Espagne !

Lucidement, Wenceslao Carrillo répondra : « Monsieur Staline. En date du 15 mai 1939, j'ai reçu une lettre signée de mon fils Santiago Carrillo. Pourtant, le style et le contenu de cette lettre me permettent d'affirmer qu'elle n'a pas été écrite par mon fils. J'ignore qui l'a effectivement dictée. (...) C'est donc à vous que j'adresserai la réponse, à vous qui avez inspiré cette lettre de mon fils. »

Ensuite, c'est l'exil et la carrière de bureaucrate professionnel, l'élimination, physique s'il le faut, des « dévotionnistes », l'exclusion des collaborateurs les plus proches, la redoutable ascension vers le sommet de l'échelle hiérarchique qu'il atteint en 1960.

Après la mort de Franco et l'épisode grand-guignolesque du passage « clandestin » de la frontière, Carrillo fait des ronds de jambe, courbettes et salamales devant le roi, Alfonso Suarez, l'Eglise, l'armée et les patrons.

Bravache, il pronostique 30% des voix pour le PC. Indécent, il range Durruti sous la bannière communiste. Toujours sur le devant de la scène, il se saoule de ses propres grimaces et ne se rend pas compte que le sol se dérobe sous ses pieds...

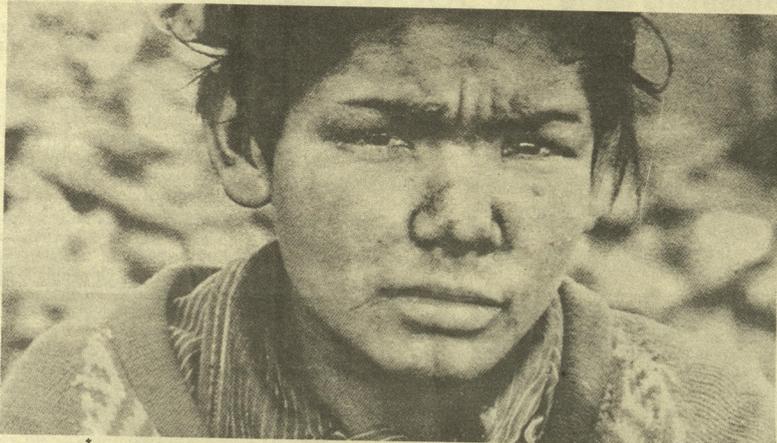
Aujourd'hui, il a pris une bonne baffe... C'est bien fait ! Mais qu'il se rassure : c'est moins grave que pour Brejnev...

Aimé



Un milicien anarchiste pendant la guerre d'Espagne

Les indiens au Guatemala



ERIN (Emergency Response International Network) nous communique : « La situation au Guatemala est d'une extrême urgence et nous demandons à tous nos membres d'exprimer leur profonde indignation et de dénoncer la guerre d'extermination subie par les peuples natifs du Guatemala.

Cinq mille indiens Cakchiquel et Quiché, comprenant des femmes et des enfants, qui ont fui devant une force armée de vingt mille soldats guatémaltèques, ont été encerclés dans les montagnes près du village de San Juan Jilotepeque, dans la région de Chimaltenango. L'armée et le gouvernement guatémaltèques ont lancé plusieurs ultimatums, en menaçant les indiens d'une attaque massive par air et terre — avec de l'artillerie lourde — s'ils ne se rendaient pas aux forces armées.

Une campagne internationale pour les cinq mille assiégés a commencé à susciter l'attention des médias sur la situation. Aux Nations-Unies, l'ambassadeur hollandais Hugo Scheltema décrit la situation des cinq mille indiens comme celle de personnes risquant « l'annihilation si elles ne se rendent pas et ne soutiennent pas la version officielle des faits ; l'encerclement serait fait par des guérilleros de gauche ».

La campagne militaire dans cette région, qui s'est accentuée ces derniers mois, semble être destinée à diviser les nations Cakchiquel et Quiché, qui sont les deux nations indiennes les plus importantes en nombre du Guatemala, et le cœur de la résistance face à l'armée guatémaltèque.

Le 4 octobre dernier, dans le village de Chiatulum, trois cents indiens Cakchiquel, hommes et femmes, ont été assassinés après s'être rendus et d'être placés sous la protection de l'armée. La région entourant San Martín Jilotepeque et la ville voisine de Comalapa ont été les scènes de nombreux massacres et assassinats d'indiens ces dernières années. Pratiquement tous les maires des villes et villages ont été enlevés et assassinés. Et une fraction importante du leadership indien — apparu lors des efforts communautaires de reconstruction après le tremblement de terre de 1976 — a été persécutée ouvertement par les « Escadrons de la mort » gouvernementaux.

Lors de ces quatre dernières années, l'armée a affirmé son intention d'éliminer toute opposition dans la région, et un état de siège permanent a été établi. Depuis le coup d'Etat du général Rios Montt au début de l'année, les termes « état de siège » ont été remplacés par ceux de « pro-

gramme de pacification » et de « hameaux stratégiques ».

De nombreux évangélistes et traducteurs de Bible ont été amenés dans la région et travaillent étroitement avec l'armée pour appliquer la politique de « transformation spirituelle complète des indiens », publiquement annoncée par le général Rios Montt. La presse gouvernementale, elle, décrit la situation en affirmant que la présence de l'armée dans la région est nécessaire pour protéger les indiens les uns des autres.

En 1981, le gouvernement et l'armée guatémaltèques ont fait l'objet de critiques conséquentes de la part de groupes pour la défense des droits de l'homme, comme Amnesty international, pour leur violation des droits de l'homme. Un rapport d'Amnesty international met l'accent en particulier sur l'implication directe du gouvernement dans la distribution de listes de personnes à éliminer par les différents « Escadrons de la mort ». Les rapports confirmant les assassinats en masse, les tortures, les massacres de villages entiers, ainsi que la politique de terre brûlée menée par le gouvernement guatémaltèque, sont devenus si communs que le *New York Times*, dans un récent éditorial, a désigné cette situation comme la « barbarie à visage chrétien ».

Rencontre anarchiste franco-allemande

Le 6 novembre 1982 a eu lieu à Essen (RFA) une rencontre franco-allemande entre des militants de la Fédération anarchiste et des camarades allemands (soit une trentaine de personnes dont des représentants de Trafik, Direkte Aktion-IFAU, Schwarzer Faden, Aktion, Anares-Medien et des individuels). A l'initiative : le journal Trafik. Le but de cette rencontre était avant tout un échange d'informations et d'expériences.

En effet, depuis plusieurs mois, en Allemagne, les groupes débattent à nouveau sérieusement de la nécessité de s'organiser. Un premier regroupement a déjà eu lieu pour la partie sud du pays (axe Karlsruhe Francfort et environs). Les camarades de la Ruhr envisagent également ce type de regroupement géographique, mais les modalités de fonctionnement et de coordination restent encore très floues. C'est pourquoi les questions ont surtout porté sur la Fédération anarchiste française, son mode d'organisation et de fonctionnement, la synthèse anarchiste, la pratique, les moyens de propagande et d'agitation, le fédéralisme, l'internationalisme, le travail des anarchistes au sein des comités de soutien ou de défense (antimilitarisme, écologie, femmes, travailleurs immigrés, Pologne, etc.).

Les anarchistes allemands se sont beaucoup investis dans des luttes parcellaires et il leur paraît difficile de créer une organisation spécifique anarchiste. Mais ils en sentent indéniablement la nécessité. Les débats au sein des groupes vont donc se poursuivre. Un premier projet de travail coordonné a été lancé : le boycott des élections de mars 1983.



Un autre genre de rencontre franco-allemande.

Nouvelles du Venezuela

DEPUIS 1958, le Venezuela vit une démocratie politique qui a prétendu s'ériger comme un dogme en Amérique latine, permettant l'alternative des deux partis du système : Action démocratique (social-démocrate) et COPEI (démocrate chrétien).

La gauche marxiste représente une élite minoritaire dans le circuit électoral. La dynamique sociale et politique imposée par la démocratie bourgeoise a permis de diminuer les manœuvres et les conspirations des militaires, de développer le capitalisme qui, d'ailleurs, se rétracte dès qu'on parle de crédits d'Etat, rendu nerveux par l'Eglise (attachée au capitalisme sauvage sous couvert de libertés). Cette démocratie représentative a corrompu, par extension les directions syndicales, les transformant en courroies de transmission des partis majoritaires. Tout ce schéma de bonne entente et de coopération a pu être possible grâce aux rentrées pétrolières qui atteignent leur apogée avec l'augmentation du prix du pétrole. Ce bonus a permis une certaine expansion industrielle et achève le processus de développement... et de la paix sociale !

Mais la crise économique mondiale et le lent effritement du prix du pétrole ont porté un rude coup à l'image idyllique de ce pays. Le Venezuela, qui importe 60% de ses ressources alimentaires, doit à la Banque mondiale la bagatelle de deux cent mille millions de bolivares, et la somme a été gaspillée par les deux derniers gouvernements, le social-démocrate et le démocrate-chrétien. La crise économique mondiale a augmenté le chômage, a imposé des limites sévères au coût de la vie, a posé des problèmes d'alimentation, de santé, d'éducation, de

services publics et a bloqué durement le salaire réel des travailleurs.

On parle de conjoncture, mais il est vrai que la démocratie chrétienne, actuellement au pouvoir, a développé une politique économique qui favorise la bourgeoisie.

Pour l'instant, le pays entre dans un processus électoral qui culminera avec les élections de 1983. Mais la problématique sociale est de telle importance que seul l'accord des bureaucraties syndicales, des patrons et du gouvernement pourrait sauver ce système en crise.

Les gouvernants proposent des pactes sociaux, des contrats aux bureaucrates syndicaux qui jouent de tout leur poids pour freiner l'explosion contestataire des travailleurs.

Les classes dominantes, qui ont réussi à contrôler le pouvoir syndical, peuvent être renversées par la protestation généralisée des producteurs. Contre cela, les partis de l'opposition jouent la carte d'un accord national. Il est possible que la répression fasse aboutir la paix sociale.

La social-démocratie utilisera la violence si elle ne parvient pas à un accord substantiel. On pourrait toujours parler de la farce électorale qui se prépare, mais la détérioration morale et sociale est immense dans ce pays. L'agonie de la démocratie politique instaurée en 1958 a commencé.

Pour sortir de la crise, les alternatives ne sont pas nombreuses. Pour les anarchistes, seul le communisme libertaire, balayant sur son passage politiciens, patrons, militaires, permettra une société libre au Venezuela.

KROPOTKINE ET LE LOGEMENT

EN 1975, les Editions du Monde libertaire publiaient *La Conquête du pain* (1) de Pierre Kropotkine, premier volume de la collection *La Bibliothèque anarchiste*. Cette collection se propose de rééditer des ouvrages fondamentaux en intercalant, entre ces volumes, des textes d'écrivains de notre génération qui les continuent sans les trahir. *La Conquête du pain* est, en effet, un classique parmi les nombreux textes théoriques anarchistes.

Après avoir dressé, dans *Paroles d'un révolté* (1) un tableau rigoureux de la situation politique et sociale sous le régime capitaliste. Kropotkine nous livre dans *La Conquête du pain* sa vision de l'édification du monde nouveau. Partant d'une description de l'état des richesses sociales de l'époque, il aborde tous les problèmes (l'expropriation, les denrées, etc.) auxquels se heurtera fatalement toute édification révolutionnaire, avec le souci constant de se référer à la réalité économique de l'heure. Au passage il dresse un réquisitoire rigoureux du salariat collectiviste de Marx et de ses adeptes (voir les chapitres « Le salariat collectiviste », « Consommation et production », « Division du travail » etc.). Mais surtout, Kropotkine nous expose ici les principes anarchistes d'organisation de la société, fondés sur l'aisance pour tous, la libre entente et le communisme anarchiste.

Si l'idée de l'expropriation devient populaire, la mise en exécution ne se heurtera nullement aux obstacles insurmontables dont on aime à nous menacer.

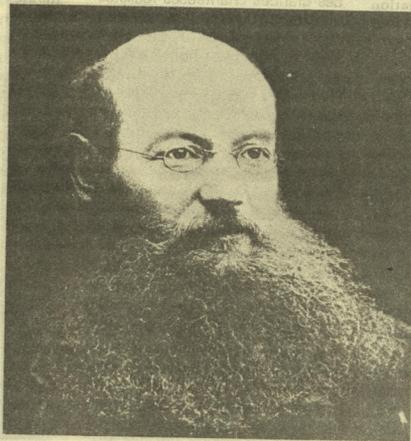
Certainement, les messieurs galonnés qui auront occupé les fauteuils vacants des ministères et de l'Hôtel de Ville ne manqueront pas d'accumuler les obstacles. Ils parleront d'accorder des indemnités aux propriétaires, de dresser des statistiques, d'élaborer de longs rapports, — si longs qu'ils pourraient durer jusqu'au moment où le peuple, écrasé par la misère du chômage, ne voyant rien venir et perdant sa foi dans la Révolution, laisserait le champ libre aux réactionnaires, et finirait par rendre l'expropriation bureaucratique odieuse à tout le monde.

En cela, il y a, en effet, un écueil sur lequel tout pourrait sombrer. Mais si le peuple ne se rend pas aux faux raisonnements dont on cherche à l'éblouir ; s'il comprend qu'une vie nouvelle demande des procédés nouveaux ; et s'il prend lui-même la besogne entre ses mains, alors l'expropriation pourra se faire sans grandes difficultés.

— « Mais comment ? Comment pourrait-elle se faire ? », nous demandera-t-on. — Nous allons le dire, mais avec une réserve. Il nous répugne de tracer dans leurs moindres détails des plans d'expropriation.

Nous savons d'avance que tout ce qu'un homme, ou un groupe, peuvent suggérer aujourd'hui sera dépassé par la vie humaine. Celle-ci, nous l'avons dit, fera mieux, et plus simplement que tout ce que l'on pourrait lui dicter d'avance.

Aussi, en esquissant la méthode suivant laquelle l'expropriation et la répartition des richesses expropriées pourraient se faire sans l'intervention du gouvernement, nous ne voulons que répondre à ceux qui déclarent la chose impossible. Mais nous tenons à rappeler que, d'aucune façon, nous ne prétendons préconiser telle ou telle manière de s'organiser. Ce qui nous importe, c'est de démontrer seulement que l'expropriation peut



se faire par l'initiative populaire, et ne peut pas se faire autrement.

Il est à prévoir que dès les premiers actes d'expropriation, il surgira dans le quartier, la rue, le pâté de maisons, des groupes de citoyens de bonne volonté qui viendront offrir leurs services pour s'enquérir du nombre des appartements vides, des appartements encombrés par des familles nombreuses, des logements insalubres et des maisons qui, trop spacieuses pour leurs occupants, pourraient être occupées par ceux qui manquent d'air dans leurs bicoques. En quelques jours, ces volontaires dresseront pour la rue, le quartier, des listes complètes de tous les appartements, salubres et insalubres, étroits et spacieux, des logements infects et des demeures somptueuses.

Librement, ils se communiqueront leurs listes, et en peu de jours ils auront des statistiques complètes. La statistique mensongère peut se fabriquer dans des bureaux ; la statistique vraie, exacte, ne peut venir que de l'individu ; qu'en remontant du simple au composé.

Alors, sans rien attendre de personne, ces citoyens iront probablement trouver leurs camarades qui habitent des taudis et leur diront tout simplement : « Cette fois-ci, camarades, c'est la révolution tout de bon. Venez ce soir à tel endroit. Tout le quartier y sera, on se répartira les appartements. Si vous ne tenez pas à votre mesure, vous choisirez un des appartements de cinq pièces qui sont disponibles. Et lorsque vous aurez emménagé, ce sera affaire faite. Le peuple armé parlera à celui qui voudra venir vous en déloger ! »

— « Mais tout le monde voudra un appartement de vingt pièces ! » — nous dira-t-on.

Eh bien, non, ce n'est pas vrai ! Jamais le peuple n'a demandé à avoir la lune dans un seau. Au contraire, chaque fois que nous voyons des égaux avoir à réparer une injustice, nous sommes frappés du bon sens et du sentiment de justice dont la masse est animée. A-t-on jamais vu réclamer l'impossible ? A-t-on jamais vu le peuple de Paris se battre lorsqu'il allait chercher sa ration de pain ou de bois pendant les deux sièges ? — On faisait queue avec une résignation que les correspondants des journaux étrangers ne cessaient d'admirer ; et cependant on savait bien que les derniers venus passeraient la journée sans pain ni feu.

Certainement, il y a assez d'instincts égoïstes dans les individus isolés de nos sociétés. Nous le savons fort bien. Mais nous savons aussi que le meilleur moyen de réveiller et de nourrir ces instincts serait de confier la question des logements à un bureau quelconque. Alors, en effet, toutes les mauvaises passions se feraient jour. Ce serait à qui aurait une main puissante dans le bureau. La moindre inégalité ferait pousser des hauts cris ; le moindre avantage donné à quelqu'un ferait crier aux pots-de-vin, — et pour cause !

Mais lorsque le peuple lui-même, réuni par rues, par quartiers, par arrondissements, se chargera de faire emménager les habitants des taudis dans les appartements trop spacieux des bourgeois, les menus inconvénients, les petites inégalités seront prises bien légèrement. On a rarement fait appel aux bons instincts des masses. On l'a fait cependant quelquefois pendant les révolutions, lorsqu'il s'agissait de sauver la barque qui sombrait, — et jamais on ne s'y est trompé. L'homme de peine répondait toujours à l'appel par les grands dévouements.

Il en sera de même lors de la prochaine révolution.

(1) Ces deux livres sont en vente à Publico.

expressions

NOTES DE LECTURE

« Provo, la tornade blanche »

par Yves Frémion

DANS son bouquin *Provo, la tornade blanche*, Frémion nous raconte un de ces « orgasmes de l'histoire » qui secoua les Pays-Bas, de 1965 à 1967.

Qu'est-ce que provo ? Ce mouvement, se définissant comme « un truc contre le capitalisme, le communisme, le fascisme, la bureaucratie, le militarisme, le snobisme, le professionnalisme, le dogmatisme et l'autoritarisme », considérant « l'anarchie comme une source d'inspiration pour la résistance » rassembla des gens de toute sorte : anarchistes, gauchistes, non violents, blousons noirs, écologistes, squatters, pacifistes, féministes, délinquants, anti-racistes, antimilitaristes, etc., sous sa « bannière » blanche (le blanc symbolisant la non-compromission et la non-violence) sans être ni un parti ni une organisation, sans structure, ni chef, ni leaders autres que ceux qui participaient à telle ou telle action.

Frémion voit Provo comme « une poignée de jeunes remuants qui entraînent l'ensemble du mouvement, sans compter les sympathisants moins actifs. Chaque action crée des nouveaux leaders qui disparaissent le lendemain dans la masse. Provo improvise beaucoup ».

Le mouvement Provo eut pour étincelle le mariage de la princesse Béatrix et de l'ex-nazi Claus Von Ambsberg. Les Provos réagirent violemment à ces fiançailles. Des dizaines d'arrestations eurent lieu, l'Etat montra son vrai visage : la loi des matraques.

Les Provos lancèrent une foule d'idées, nouvelles ou anciennes, prenant toute racine dans le mouvement libertaire : la libération sexuelle, les occupations d'immeubles vides (squatt), l'écologie, la résistance à la militarisation de la société, en utilisant la provocation comme arme essentielle. Par exemple pour sensibiliser la population d'Amsterdam sur la faim dans le

monde et sur le gaspillage, ils distribuèrent des billets de banque et des fruits aux passants. Pour la lutte anti-pollution, ils usèrent du slogan « Mangez votre santé ! Ne respirez plus ! (Comment ne pas songer aussitôt à feu (hélas) *Charlie-Hebdo* dont Willem, le dessinateur provo, fut longtemps de l'équipe...). Ils rebaptisèrent une célèbre statue d'Amsterdam, offerte par un puissant manufacturier de tabac, « Monument au consommateur aliéné de demain », etc.

Leurs actions dans la rue leur valurent une violente répression de la part des forces de l'ordre... Pourtant, Provo, qui souhaitait sincèrement la révolution, n'en fut pas le détonateur... Un ex-Provo écrit : « Provo est mort de ne rien construire ! », et c'est bien là le problème... Provo, s'il proposa pas mal d'idées sur l'organisation de la cité (entre autres sur l'urbanisme) n'avait pas de projet de société cohérent. Or, il arrive un moment où il faut dépasser le stade

de la provocation pour passer à des actions plus sérieuses. Lorsqu'une manifestation tourna en émeute ouvrière anti-syndicale, les « leaders » provos prirent peur. La cassure se produisit à ce moment. Les jeunes Provos venus du prolétariat luttèrent aux côtés des ouvriers. Les combats de rue firent un mort. Un communiqué des « leaders provos » condamnait la violence de part et d'autre et invitait les jeunes émeutiers à se laisser « éduquer » par les Provos montra que les idées anarchistes dont Provo se revendiquait à sa naissance étaient en train de disparaître de ses rangs. L'imagination pétillante du mouvement provo ne sut pas faire face à la réalité de la violence du pouvoir ni à celle du prolétariat. Et pourtant, Provo a fait des petits... Amsterdam connaît aujourd'hui un mouvement alternatif très actif. En 1980, lors du couronnement de Béatrix, de nouveau, c'est l'émeute... Cette fois, ceux de

Paris-Match appelle les « voyous » se baptisent « Krakers ». Les immeubles squattés ont fleuri partout. Une partie de la police s'est même « révoltée » contre le laxisme du maire face aux squatters. Les chars ont été utilisés pour démolir des maisons occupées. Le mouvement Kraker est plus « sérieux » que Provo : dix mille logements réappropriés ! Il n'en reste pas moins que « l'imagination au pouvoir » se ballade encore dans les rues d'Amsterdam... et d'ailleurs.

Gilbert

Pour recevoir gratuitement (tant qu'il reste des exemplaires disponibles) le livre de Frémion, écrire à : Cahiers, Jeb, Direction générale de la Jeunesse et des loisirs, ministère de la Culture française, galerie Revenstein, 78, 1 000 Bruxelles. Un bouquin à 1,80 F, faut pas laisser passer l'occasion !

THÉÂTRE

« LA NUIT SUSPENDUE »
mise en scène O. Castro

Le théâtre Aleph est né en 1968 au Chili. Ses premières créations sont liées aux événements sociaux et politiques des dernières années du gouvernement Frey et de l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Allende.

La troupe s'exile en France en 1976, après avoir subi une violente répression au cours de laquelle plusieurs acteurs sont arrêtés, deux disparaissent entre les mains de la police.

Elle a présenté, notamment à la Cartoucherie de Vincennes, avec un grand succès, *L'Incrovable et triste histoire du général Penalosa et de l'exilé Mateluna*, qui raconte les péripéties d'un réfugié politique latino-américain.

La Nuit suspendue, qu'elle joue cette année, est une création musicale résultant d'un an de travail collectif. La troupe a toujours basé son théâtre sur ses propres expériences et essaie d'apporter au public français la culture latino-américaine, notamment à travers la musique populaire qui est ici étroitement liée aux textes, puisqu'elle a été composée en même temps qu'eux.

Cette comédie musicale raconte le rêve de « Gustavo Ramirez », latino-américain qui travaille à l'Unesco, de gauche mais de bonne famille », qui revient son village natal avec les personnages de son enfance, et en fait qui voit défilé sa vie : l'école, son départ pour la capitale où il vit les événements politiques de son pays sans trop se compromettre, ses amours, la prison, l'exil. En fait, à travers ce « cauchemar », il revit ses peurs, ses dénonciations, sa vie faite de mensonges et d'excuses.

Cette comédie musicale revêt bien des caractères du rêve : images, souvenirs se mélangent, les repères de temps et d'espace sautent, des pensées obsessionnelles reviennent en leitmotiv, jusqu'à quelquefois même la confusion.

Les gens du village jouent plusieurs rôles et sont en fait un peu le miroir de Gustavo, de ses pensées, de sa conscience. L'évolution gestuelle des comédiens, très étudiée, est tout à fait en harmonie avec une musique pleine de rythme, de chaleur et d'émotion, inspirée par exemple de tangos, boléros, chachacha...

La Nuit suspendue est jouée au théâtre de la Plaine, 13, rue du Général-Guillaumat, Paris-15^e (tél. : 250.15.65), à 20 h 30, les mercredi, jeudi, vendredi et samedi, et à 17 h le dimanche, du 20 octobre au 26 décembre 1982 inclus.

Isabelle



CAFÉ-THÉÂTRE

Les spectacles de la Caverne à Périgueux

LES 19 et 20 novembre, à 21 h, à la Caverne : *L'Événement*, de Guy Foissy, mise en scène de Laala. *L'Événement*, c'est la panne de télévision qui va bouleverser la soirée des époux Pitot. Ils épuisent les ressources de leur imagination et se mettent dans les situations les plus cocasses pour ne pas rater l'émission. De guerre lasse, ils sont contraints... de se parler.

Par la compagnie de la Chrysalide.

Toujours à la Caverne, les 26 et 27 novembre, à 21 h 30,

musiques marocaines avec El Hijra.

C'était un soir de mai, El Hijra, un groupe de chanteurs et de musiciens marocains, s'est produit à la Caverne devant un public mi-maghrébin, mi-périgourdin qui lui fit un accueil délirant. Au bout d'une demi-heure, le public dansait et chantait, et les percussions passèrent de main en main. La soirée se prolongea tard dans la nuit. Alors, les 26 et 27... On remet ça !

Bruno

Michèle Bernard, et les chanteuses réalistes

MICHELÈ Bernard, auteur, compositeur, interprète, nous propose son troisième 33 tours.

Après *Le Kiosque* et *Sur ces routes grises*, elle récidive et nous invite, dans son dernier album, *Le Bar du grand désir* (1), à la rêverie, la tendresse et la révolte. Revendiquant modestement comme il se doit l'héritage des grandes chanteuses réalistes qui ont tout fait pour le renom international de la chanson française, ce petit bout de femme, qui fut l'invitée de Radio-Libertaire, possède cet accent de vérité que Damia, Fréhel ou Piaf ne renieraient pas.

Authenticité du chant, du discours qui, par surprise, au détour d'un accord, d'une rime, nous touche, juste un petit pincement au cœur, juste ce qu'il faut d'émotion et le tour est joué !

Sur des mélodies agréables, à l'aide de textes intelligents, bien construits, Michèle Bernard sait nous charmer. Elle le fait avec beaucoup de sensibilité, s'entourant d'excellents musiciens, bref, une belle réussite. Bravo Michèle !

Régis

1) *Le Bar du grand désir*, RCA, PL 37 640. En vente à Publico.

Foire internationale d'art contemporain

LA FIAC a fermé ses portes. Dans ce milieu de l'art où toutes les valeurs sont faussées par l'argent, la FIAC, comme toutes les foires internationales, est un des sommets de cette pourriture : une grande fête du marché de l'art.

Foire de marchands, les emplacements sont réservés aux marchands. Elle est là pour lancer des artistes comme des marques de savonnettes à grands coups de capitaux sans se préoccuper de l'intérêt artistique. Seul le tiroir-caisse compte. Les artistes choisis seront donc les plus spectaculaires, ce qui ne veut surtout pas dire les plus intéressants.

Les moyens financiers et publicitaires mis en œuvre sont tels que la FIAC a pris une place prépondérante dans la vie artistique actuelle où elle éclipse tout. Pouvoir de l'argent et complicité de l'actuel ministre de la Culture qui se dit socialiste.

Fait significatif, la FIAC est installée au Grand Palais, fief traditionnel des grands salons artistiques. Ces grands salons perpétuant un état d'esprit du XIX^e siècle aujourd'hui dépassé ont été le phare de la vie artistique passée, mais l'art vivant, lui, s'est toujours fait hors de ces salons. La FIAC, entreprise commerciale, prend la relève des salons par le pouvoir de l'argent, mais là aussi la véritable création actuelle se fait ailleurs, hors des institutions, hors des lieux sacrés, et les auditeurs des émissions que nous animons — Jean Touzot et moi-même — le savent bien.

Servin (Plasticien)

SÉLECTION RADIO/T.V.

LA télévision nationale nous a offert (au moins) un spectacle exceptionnel : *Gasman en Avignon*. C'était un régal, dimanche soir, le 7 octobre, de voir ce monstre sacré de l'expression donner une sacrée leçon de vrai théâtre. Il sait tout faire : émouvoir, faire rire, jouer les clowns, donner des leçons de comédie, caricaturer tous les tics des « théâtres », etc., etc. Et ceci en plusieurs langues (italien, français, allemand, anglais), de Goldoni à Shakespeare en passant par Molière.

On ne s'en lassait pas, on l'aurait regardé et écouté pendant des heures. Ce qui n'est pas le cas d'une émission totalement nulle de José Arthur, *Pleins feux*, qui est en principe dédiée au théâtre. Pendant une demi-heure, on voit défilé des bouts de pièces, des interviews-bidon, sans fil conducteur. Excellent soporifique.

Ce qui est proprement scandaleux, c'est la longueur du générique. Au moins trente noms figurent au bas de cette émission-navet. Allons, quelle que soit l'équipe politique au pouvoir, la structure en forme de fromage de la maison de l'ex-ORTF garde toute sa valeur symbolique.



RADIO

— *France-Culture* : le 20 novembre à 14 h : coup de foudre. Un portrait de la foudre à travers la mythologie et l'histoire des hommes.

Du 20 novembre au 22 novembre à 20 h : *120, rue de la Gare*, de Léo Malet. Nestor Burma sur les ondes.

Le 22 nov. à 21 h : *Le Château d'Alamut*. Les rapports de l'âme et de l'histoire dans la gnose ismaélienne.

Le 23 nov. à 20 h : le statut de l'artiste aujourd'hui.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 19 nov. à 19 h 05 : côté décor : le tiercé. Commentaire des journalistes : « Les caméras captent un univers passionné, qui compte beaucoup plus de perdants que de gagnants. » Ce n'est pas bien, ça, de dévoiler les combines de l'Etat.

Le 21 nov. à 20 h 35 : *Le Jouet* (1976), de Francis Veber, avec Pierre Richard. Une comédie sur la puissance de l'argent.

Le 22 nov. à 17 h 05 : Henri Gougaud raconte *Les Troubadours*.

Radio-Libertaire et le théâtre de la Huchette organisent chaque dimanche, à 17 h, au 23 rue de la Huchette, Paris-5^e, des « créations ». Dimanche 21 novembre, vous pourrez applaudir Théophile et Jacques Bartes.

Quelques invités de Radio-Libertaire

- Jeudi 18 novembre : (9-12 h) : Patrick Dupuis ; (12-14 h) : spectacle supervielle ; (16-18 h) : « Le fou parle », avec Claude Vallet.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : le Coral ;
- « Sans frontière » (22-24 h) : Ray Bonneville.
- Vendredi 19 : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : en direct d'un garage autogéré.
- Dimanche 21 novembre : « Trisomie 21 » (20-24 h) : spécial mort et humour.
- Jeudi 25 novembre : (10-11 h) : Manuelle Campas et Colette Nicolat.
- Samedi 20 novembre : « Cause pas t'éclabousse » (18-22 h) : les musiciens du métro.
- Mardi 23 novembre : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Gilles Servat.
- Mercredi 24 novembre : « L'invité quotidien » (20-22 h) : Dan Frank, écrivain.

Kremlin

MORT D'UN DINOSAURE

ON nous signale la mort subite, le 10 novembre 1962, dans son repaire du Kremlin, du plus éminent diplodocus, dinosaure de la variété lénin-stalinus. Un autre saurien, celui-là de l'espèce superflicus-idéologique, le remplace sur le trône de l'empire du froid. C'est ainsi que l'on pourrait annoncer en badinant la permutation qui vient de s'accomplir à Moscou, tant elle fait penser à quelque époque préhistorique où l'homme vivait dans la crainte permanente des monstres.

En effet, le plus grand empire esclavagiste de l'histoire vient de perdre son tsar, Léonid Ilitch Brejnev lequel cumulait, excusez du peu, les titres et les charges de secrétaire général du parti, de président du soviet suprême, de maréchal de l'armée rouge, de chasseur émérite à l'ours, au sanglier, au canard, aux jolies femmes, ainsi qu'un penchant immodéré pour les belles limousines, pour la vodka et le port d'innombrables breloques.

Les panégériques vont bon train dans les gazettes de tous pays, aussi allons-nous nous contenter ici de récapituler brièvement l'irrésistible ascension de ce personnage édifiant, rappeler en quelque sorte comment on devient, devenait un Brejnev il y a quelques temps.

Né en 1906, à Kamenskoé (devenu depuis Dnieprodzerjinsk), en Ukraine, dans une famille ouvrière russe transplantée récemment en Russie centrale, il est trop jeune pour participer aux événements révolutionnaires de 1917 et de la guerre civile. Léonid se contente de suivre paisiblement les cours du lycée jusqu'en 1922, puis d'entrer à l'usine locale (être ouvrier permettait à l'époque de toucher des rations alimentaires correctes, privilège considérable durant ces années de famine). A cause de la grande gabegie qui règne dans le pays, l'usine ne tarde pas à fermer ses portes et la famille Brejnev retourne à la campagne dans sa région d'origine, à Koursk. Pour échapper à la condition paysanne, Léonid décide alors de se présenter au concours d'entrée à l'école technique supérieure de Koursk. Fils d'ouvrier ayant achevé ses études secondaires, il réussit à être admis, aidé également par sa subite adhésion au komsomol (Jeunesses communistes), atout décisif déjà pour l'arivisme social.

Il est alors beaucoup plus préoccupé par son avenir professionnel que par la politique. Pourtant, quelques années plus tard, il commence à se sentir les dents longues et grimpe dans l'appareil administratif des soviets de pacotille du régime : il est « élu » chef-adjoint du bureau agricole d'un important district de Sibérie, celui de Sverdlovsk. C'est à ce moment qu'il devient membre du Parti communiste, appartenance indispensable pour exercer quelque responsabilité que ce soit. C'est le pas décisif de sa carrière : le parti le remarque, voit en lui un brillant élément d'avenir et le prend en charge, le ramène à Kamenskoé pour lui faire entreprendre à 25 ans des études d'ingénieur à l'institut supérieur de métallurgie. Tout en suivant ses cours le soir, Léonid « travaille » à l'usine comme ajusteur, probablement dans le but d'espionner et de rendre compte des faits et gestes de ses camarades d'atelier. Nanti de son titre d'ingénieur, il accomplit un service militaire rapide d'un an, qu'il termine comme lieutenant de blindés et de commissaire politique de régiment. Présentant toutes les garanties, il est intégré à plein temps, en 1937, dans l'appareil du parti. La chance de sa vie est qu'il fait partie d'une génération vierge de tout antécédent conflictuel dans le parti, et comme Staline est en train de se débarrasser de

la vieille garde bolchévique et a besoin d'hommes nouveaux et jeunes qui lui soient d'autant plus dévoués qu'ils lui devront tout, Brejnev se voit attribuer un poste responsable dans la région de Dniepropétrovsk, ex-Ekatérinoslav — région de prédilection des makhnovistes durant la guerre civile —, où il se distingue dans la lutte contre les influences délétères anti-parti. C'est déjà un apparatchik docile et discipliné, à dos souple et poigne ferme, sachant observer en toutes circonstances les consignes fluctuantes du parti et afficher à la boutonnière une orthodoxie stalinienne de bon aloi. Il négocie ainsi sans difficultés le virage du pacte germano-soviétique tout aussi bien que le déclenchement soudain de la guerre. Durant celle-ci, il occupe de hautes responsabilités politiques au sein de l'armée et la termine en tant que général, grade acquis bien évidemment à l'arrière, car les fonctions des responsables du parti sont d'envoyer les autres au casse-pipe et de veiller à la bonne tenue « patriotique » et politique des troupes. Après la guerre, il gravit encore quelques échelons dans l'appareil du parti, toujours dans la région de Dniepropétrovsk et de Zaporojjé, qu'il « normalise » sans ménagement. C'est certainement à ce moment qu'il devient un « client » fidèle de Krouchtchev, grâce à l'appui duquel il est nommé tout d'abord secrétaire de la république de Moldavie, l'une des républiques nouvellement annexées de l'union, puis d'être élu, en 1952, membre du comité central du parti, la sphère dirigeante de l'empire. Staline le remarque et lui fait encore accomplir un bond prodigieux : membre suppléant du politburo et membre titulaire du secrétariat, antichambre du véritable pouvoir dont il est alors à la toute première loge.

Cette position trop avancée lui vaut le seul accident de parcours de sa carrière à la mort du petit père des peuples : il est subitement rétrogradé à des postes de plus en plus subalternes. A la mort de Béria qui était l'artisan de cette disgrâce, il retrouve peu à peu ses positions antérieures, grâce à ses liens personnels avec Krouchtchev qui en fait son homme de confiance, le faisant nommer en 1960 président du présidium du soviet suprême, c'est-à-dire chef de l'Etat, le numéro 2 du régime et le successeur éventuel de Nikita. Ce qui ne l'empêche pas de jouer les Brutus en octobre 1964 et de précipiter la chute de son suzerain. Ayant assuré ses arrières tant dans l'appareil du parti que de l'armée, il peut donner libre cours à son appétit de pouvoir et éliminer peu à peu ses rivaux, puis exercer un pouvoir absolu pendant dix-huit ans.

Que dire de cette ascension exemplaire d'un homme d'origine prolétarienne passé maître dans l'art de mater ses ex-camarades de classes ? Elle était caractéristique d'une période de formation de la nouvelle classe dominante et des qualités nécessaires pour naviguer parmi les méandres dangereux sinon mortels de la lutte pour le pouvoir suprême au sein du parti. La carrière d'Andropov présente, certes, quelques similitudes avec celle de Brejnev, mais met à nu le mécanisme véritable du pouvoir en place : désormais il est plus important de contrôler l'appareil du KGB que celui du parti, cela garantit simultanément l'orthodoxie doctrinale. Secrétaire général du parti et secrétaire de l'idéologie, Andropov incarne dorénavant à la perfection l'idéal marxiste-léniniste. Quant à savoir si cela est suffisant pour assurer la pérennité du système, rien n'est moins sûr, ainsi que nous l'exposerons prochainement.

Alexandre SKIRDA

SOLIDARITÉ EN PÉRIL

REVENONS à il y a un peu plus d'un an. En Pologne existait un mouvement syndical fort de dix millions d'adhérents. L'influence de l'Eglise était décelable, mais l'austère *Pravda* moscovite accusait Solidarité et ses dirigeants de vouloir anarchiser la société. Ce qui veut dire que l'organisation syndicale ne pouvait être considérée comme un bloc idéologique. Mais ce qui importait, c'est que des millions de travailleurs s'organisaient en dehors des partis et de l'Etat, et que le débat interne était permanent à tout niveau dans les structures.

« Etait », car depuis le 13 décembre dernier, Solidarité a été mis hors-la-loi dans les faits pour l'être juridiquement demièrement.

Depuis un an, Solidarité et la TKK (Commission provisoire de coordination) s'essayent à entretenir la résistance à Jaruzelski et l'activité syndicale clandestine. L'anniversaire de l'enregistrement de Solidarité (10 novembre 80) devait donner lieu à une grève générale de 24 h mercredi dernier. Celle-ci s'est plutôt transformée en une série d'émeutes avec affrontements avec les forces de l'ordre, les zomos compris. Les déclarations temporisatrices de monseigneur Glemb ne sont pas étrangères à ce glissement de situation. On peut se demander si plutôt que d'éviter des « bains de sang », le but de l'Eglise n'est pas de peu à peu faire quitter le symbole Solidarité de l'entreprise pour l'emmener sur un autre terrain plus favorable à la récupération idéologique. Solidarité cessant peu à peu d'être un syndicat pour devenir le symbole de la Pologne éternelle...

Les déclarations de madame Walesa à la radio polonaise sont, elles aussi, le signe que l'Eglise doit magouiller dur dans les coulisses. En effet, elle déclara qu'il devait y avoir un accord entré « le gouvernement et les syndicalistes de Solidarité qui veulent vraiment le calme et le bien ». Plus loin, elle disait aussi qu'en Pologne, « le gouvernement a maintenant tout entre les mains. Il devrait conduire à une situation où s'entendraient les gens qui bénéficient du soutien de la population ». Ce qui signifierait que d'autres ne sont pas vraiment soutenus par la population et qu'ils conduisent le pays à sa perte ? Les déclarations de madame Walesa juste avant la journée du 10 étaient le symbole de désaveu de cette grève nationale. Puis au lendemain de ce

demi-éché, les nouvelles tombèrent : Brejnev était mort et Lech Walesa serait libéré prochainement !

Voilà qui bouleverse les données du problème politique polonais. Le titre de l'article du *Monde* du 13 novembre (« La libération prochaine de M. Walesa est une partie du marchandage entre l'Eglise et le pouvoir ») résume assez bien la situation. Ce n'est plus le « leader » de Solidarité qui est libéré, c'est un pion dans le jeu de l'Eglise polonaise ! Il semble bien aujourd'hui qu'un accord entre les militaires marxistes et les curés polonais se soit fait sur le dos des « extrémistes » de Solidarité, de ces fous qui voulaient continuer à faire du vrai syndicalisme...

Dans une lettre datée du 8 novembre, Walesa déclare que l'action clandestine est illusoire, pour lui c'est déjà du passé et qu'« il a fallu du temps pour que beaucoup de gens comprennent ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, des deux côtés ». Toutes ces déclarations venant dans la campagne de désaveu des mots d'ordre de grève et s'inscrivant parfaitement dans une perspective d'union nationale.

Maintenant, quelles vont être les réactions des militants de Solidarité, de la Commission provisoire (TKK) ? Vont-ils accepter ce compromis encore à l'ébauche, le nationalisme l'emportant sur le syndicalisme ? Il est un peu hasardeux de répondre de manière précise. Mais il est certain qu'aujourd'hui « on » est en train de faire un mauvais sort à tout ce que représentait Solidarité pour le mouvement ouvrier mondial, « on » est en train de le réduire à un symbole de renouveau nationaliste.

Le problème de l'exil commence à se poser aussi d'une autre façon. La certaine unité qui y régnait pouvait commencer à se fissurer face à l'évolution de la situation en Pologne. On ne peut que rappeler à tous ceux qui soutiennent Solidarité de différentes façons d'être vigilants, particulièrement sur les bruits colportés et là dénonçant certains militants.

Un espoir était né en Pologne pour le mouvement ouvrier ; curés et marxo-militaires s'ingénient maintenant à l'étouffer, convergant ainsi leurs efforts et leurs intérêts. A moins que les travailleurs polonais, repoussant le marxisme et la religion, retrouvent leur propre voie vers le socialisme.

Alexis PIERRE



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez..